

La collaboration transsectorielle : comment et pourquoi les journalistes et organisations de la société civile du monde entier travaillent ensemble

de Sarah Stonbely, PhD et Hanna Siemaszko

Résumé

La collaboration interdisciplinaire est un partenariat impliquant au moins une organisation journalistique et une organisation de la société civile (généralement une organisation de plaidoyer, mais pas toujours) au sein duquel elles travaillent ensemble pour produire du contenu au service d'un idéal ou d'un résultat explicite. Dans cette étude, nous analysons 155 collaborations transsectorielles impliquant 1 010 entités dans 125 pays du monde entier. Les thèmes les plus courants des projets que nous avons examinés sont la corruption et la gouvernance, le climat et l'environnement, et les droits humains. Certains pays étaient plus susceptibles d'être des exportateurs de collaboration transsectorielle, ce qui signifie que les entités basées dans ces pays participaient à des projets basés en dehors de leurs frontières, tandis que certains pays n'étaient jamais que des sujets, ce qui signifie que le projet se concentrait sur leur pays mais qu'aucune des entités impliquées n'y était basée. Ces désignations ont été corrélées au revenu national brut et aux niveaux de corruption perçus. Une troisième catégorie dans laquelle s'inscrivent les collaborations transsectorielles est celle des collaborations autodirigées, où les entités participantes sont basées dans le pays examiné. Nous avons également examiné d'autres caractéristiques des collaborations transsectorielles, notamment l'équilibre entre le journalisme et les organisations de la société civile, la taille des projets, la gestion et le financement.

La principale motivation de la collaboration transsectorielle est peut-être le désir d'avoir un impact, ce qui entraîne des questionnements éthiques complexes pour les journalistes impliqués. Au cours de 52 entretiens avec des journalistes et des représentants d'organisations de la société civile, nous avons examiné les types d'impact les plus couramment enregistrés dans le cadre des collaborations transsectorielles et la manière dont les journalistes, en particulier ceux qui ont été formés dans la tradition de l'objectivité, gèrent la tension entre neutralité et plaidoyer. Malgré les nombreuses difficultés rencontrées dans le suivi de l'impact des projets collaboratifs, nous avons identifié les impacts les plus courants (ou les plus souvent répertoriés) : ceux sur les organisations telles que les entreprises, et ceux sur le domaine politique. Par ailleurs, nous avons classé l'impact selon deux critères : s'il est concordant ou discordant avec les objectifs du projet. Les journalistes ont concilié leur désir d'avoir un impact et la nécessité de rester neutre en employant des pratiques et des récits spécifiques qui leur permettent de garder une certaine distance par rapport aux résultats souhaités, et en repoussant de manière réflexive les limites de la pratique journalistique à travers leur façon de parler de ce type de collaboration. Enfin, nous identifions les avantages de la collaboration transsectorielle, les facteurs communs aux projets réussis et les points communs de vigilance.

Dans cette étude :

Nombre total de collaboration : 155

Nombre total de pays : 125

Nombre total d'entités : 1 010

Ce rapport est basé sur des recherches financées par la Fondation Bill & Melinda Gates. Les résultats et les conclusions qu'il contient sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les positions ou les politiques de la Fondation Bill & Melinda Gates.

Ce rapport est accessible en ligne sur le site :

collaborativejournalism.org/cross-field-collaboration.

Remerciements

Plusieurs personnes ont joué un rôle déterminant dans ce projet. Heather Bryant a contribué à la mise en place du cadre de réflexion, à la collecte des données et à l'analyse des résultats de l'enquête et des entretiens ; Sameer Padania a dirigé l'analyse du terrain, et Morten Ro Jorgensen a ébauché l'analyse documentaire. Nous remercions Brigitte Alfter, Fergus Bell, Anne Koch et Anya Schiffrin pour leur lecture attentive de la version finale, ainsi que Carla Baranauckas pour l'édition finale. Sedera Ranaivoarinosy, Ana Prieto et Lukas Christ ont traduit le document en français, espagnol et allemand respectivement. Joe Amditis et Heather Bryant ont mis en page le rapport ; Stefanie Murray et Denise Shannon ont fourni une aide précieuse en coulisses. Enfin, nous exprimons notre sincère gratitude à Alex Jakana, de la Fondation Bill & Melinda Gates, qui a gracieusement accompagné le projet à chaque étape.

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| Apprentissages clés et recommandations | 5 |
| Introduction | 7 |
| Brève note sur le contexte historique | |
| Définir les collaborations entre la société civile et le journalisme | 13 |
| La structure, géographie et gestion des collaboration transsectorielles | 16 |
| Répartition des organisations | |
| Répartition géographique : exportateurs, sujets et collaborateurs autodirigés | |
| Caractéristiques des projets : taille et structuration | |
| Caractéristiques des projets : gestion, financement et différences de perception | |
| Impact | 35 |
| Matrice de l'impact | 40 |
| Questions d'éthique (neutralité vs. plaidoyer) | 42 |
| 1. Grâce à des pratiques spécifiques et des récits sur leur travail, les journalistes qui veulent paraître impartiaux ont trouvé des moyens de participer à des collaborations transsectorielles sans enfreindre leurs idéaux journalistiques. | |
| 2. Les journalistes qui insistent sur leur impartialité mais participent également à des collaborations transsectorielles sentent que les normes et les pratiques changent et repoussent activement les limites de la pratique acceptée, de sorte que leurs récits sur ce point de tension reflètent une position plus réfléchie. | |
| Les avantages de la collaboration transsectorielle | 47 |
| 1. Les producteurs d'information ne peuvent plus compter sur le fait que leur contenu sera visible sur les canaux traditionnels ; la collaboration permet de donner au contenu de nouvelles incarnations (c'est-à-dire du texte, de la vidéo, des graphiques, etc) et d'élargir son rayonnement | |
| 2. Les contraintes de ressources auxquelles sont confrontées les rédactions, couplées avec la nature de plus en plus complexe des reportages d'investigation, nécessitent des compétences spécialisées et des ressources humaines supplémentaires | |
| 3. Le journalisme d'investigation a de plus en plus envie d'avoir un impact, (autrement dit, une frustration croissante face à son manque d'impact), ce que la collaboration transsectorielle rend plus probable. | |
| Les facteurs communs des collaborations transsectorielles réussies | 52 |
| L'importance du suivi | |
| La confiance et le respect entre partenaires | |
| Choisir ses partenaires et structurer les relations avec intention | |
| Les points de vigilance communs | 55 |
| Un financeur envahissant | |
| L'incapacité à sécuriser des financements à long-terme/à devenir autosuffisant | |

Différences de cultures de travail entre organisations journalistiques et OSC

| | |
|--|-----------|
| Quelques pistes pour approfondir la réflexion | 56 |
| ANNEXE A | 58 |
| ANNEXE B | 60 |
| ANNEXE C | 64 |
| ANNEXE D | 65 |
| ANNEXE E | 66 |
| Bibliographie | 68 |

APPRENTISSAGES CLÉS ET RECOMMANDATIONS

Résultat : 55 % des organisations qui ont participé aux collaborations transsectorielles que nous avons identifiées étaient des organes de presse, 21 % étaient des ONG. Les autres organisations de la société civile comprenaient des universités, des organisations de soutien au journalisme et des organisations artistiques et de civic tech.

Recommandation : Rechercher dans les domaines concernés les ONG qui seraient prêtes à participer à une collaboration transsectorielle.

Résultat : Les États-Unis, le Mexique, l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Brésil et la Bulgarie comptent tous plus de 30 entités qui ont participé à une collaboration transsectorielle. La France, l'Indonésie, le Nigeria, le Ghana, les Pays-Bas et l'Argentine suivent de près (tableau 4).

Recommandation : Soutenir les entités dans les pays où le journalisme et la société civile sont solides et où la collaboration transsectorielle a été pratiquée, mais pas aussi couramment.

Résultat : Certains pays (par exemple, les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, la Belgique) étaient plus susceptibles d'être des *exportateurs* de la collaboration transsectorielle que d'autres, ce qui signifie que les entités basées dans ces pays participaient à un projet qui examinait les malversations dans un autre pays. D'autre part, certains pays (par exemple l'Azerbaïdjan, la République démocratique du Congo, l'Égypte, l'Afghanistan) n'ont jamais été que les *sujets* d'une enquête, sans qu'aucune de leurs propres entités n'y participe.

Recommandation : Lorsqu'un projet se concentre sur un pays traditionnellement *sujet*, essayez de faire participer quelques organisations locales.

Résultat : Près de 800 (77 %) entités de notre échantillon n'ont participé qu'à une seule collaboration transsectorielle (tableau 10).

Recommandation : Peut-être par une recherche plus approfondie, identifier les entités qui seraient prêtes à participer à de futurs projets de collaboration transsectorielle.

Résultat : L'un des avantages de la collaboration transsectorielle est la contribution de différents formats fournis par les partenaires pour une plus grande portée. Un autre avantage de la collaboration transsectorielle est l'apport de compétences et de main-d'œuvre supplémentaires à un projet.

Recommandation : Encourager les collaborations basées explicitement sur des compétences et des expertises complémentaires.

Résultat : L'impact se produit dans divers domaines et peut être soit *concordant*, soit *discordant* avec les objectifs d'un projet (p. X-X), mais il est toujours difficile à suivre

systématiquement parce qu'il se produit après la fin d'un projet, qu'il est diffus, qu'il se présente souvent de manière qualitative et qu'il est mesuré à l'aide de différents indicateurs selon les organisations concernées. De nombreuses organisations ne suivent pas du tout l'impact, pour cause de manque de ressources. Les types d'impact (répertoriés) les plus courants dans notre étude concernaient les organisations non impliquées dans un projet, telles que les entreprises, ainsi que les institutions politiques et les individus, et étaient concordants avec les objectifs d'un projet.

Recommandation: Exiger que les projets intègrent le suivi de l'impact dès le début, et continuent à suivre l'impact plusieurs mois (années ?) après la fin du projet, et fournir les ressources nécessaires pour le faire. Exiger des organisations qu'elles suivent non seulement l'impact concordant, mais aussi l'impact involontaire, ou discordant.

Résultat : Les collaborations sont souvent structurées autour de sujets spécifiques. Par exemple, environ 24,5 % des collaborations tombent dans la catégorie "Démocratie/Transparence/Gouvernance/Corruption".

Recommandation: Si vous entreprenez une collaboration avec un sujet spécifique en tête, regardez les précédentes collaborations transsectorielles sur le même sujet : qui étaient les partenaires impliqués ? Comment était-elle structurée ? Quels étaient les points de tension ?

INTRODUCTION

En 2009, le *NiemanLab* a publié une série d'articles intitulée "NGOs and the News" au sujet des collaborations entre les organisations journalistiques et les ONG (Price, Morgan, Klinkforth, 2009). Dans le premier essai de la série, l'autrice Kimberly Abbot, de l'International Crisis Group (une ONG), exprimait l'optimisme que certains nourrissaient à l'égard de cette tendance naissante : "Avec le nouvel espace qui s'ouvre à ce type de collaboration, les partenariats ONG-médias offrent un nouvel avenir à la couverture médiatique internationale." Comme preuve de la nature incertaine de ces collaborations à ce moment-là, Abbot termine en affirmant : "Bien que de nombreuses organisations n'aient pas de politique officielle, et bien que ce ne soit pas forcément la solution idéale pour tout le monde, le fait est que les partenariats ONG-médias existent. Et ils ont le potentiel de conduire à des reportages plus solides sur l'actualité étrangère et de mieux servir les publics intéressés par un monde de plus en plus interconnecté" (Abbot, 2009)¹.

Aujourd'hui, en 2022, nous avons répertorié 155 projets de collaborations transsectorielles, comme nous avons choisi de les nommer, et nous avons de plus en plus l'impression de ne faire qu'effleurer la surface. L'accent mis en 2009 sur le potentiel de telles collaborations pour compléter, voire remplacer, des reportages internationaux en perte de vitesse s'est confirmé : avec une portée mondiale, des visualisations sophistiquées et des plans d'impact détaillés, certaines des enquêtes de journalisme d'investigation les plus importantes et les plus percutantes, ainsi que certaines des campagnes de plaidoyer les plus efficaces, sont désormais issues de collaborations transsectorielles.

Étroitement liée au journalisme collaboratif, qui consiste en un partenariat entre deux organisations journalistiques ou plus (Stonbely, 2017), la collaboration transsectorielle se produit lorsque des organisations journalistiques s'associent à des organisations de la société civile telles que des ONG, des entreprises de civic tech et/ou des universités d'une manière qui dépasse le statut de source ou de financeur². Comme nous le verrons plus loin, nous définissons la collaboration transsectorielle de manière large afin de saisir toute l'étendue des partenariats qui sont noués.

L'une des principales questions soulevées par la collaboration transsectorielle concerne ce que son développement signifie pour le journalisme. Les inquiétudes concernant l'autonomie, l'intégrité éthique et l'importance excessive accordée à l'impact sont courantes. Cependant, dans de nombreux cas, ces inquiétudes sont évincées par la gravité des problèmes que les journalistes travaillant sur ces sujets couvrent (la corruption, les dégâts faits à l'environnement, ou les atteintes aux droits humains sont fréquents) et par une frustration croissante face au manque d'impact de leurs reportages.

Très liée au conflit entre plaidoyer et neutralité est la question de l'impact, qui est d'une certaine manière au cœur de la collaboration transsectorielle ; il en constitue souvent l'élan et la raison d'être. La criminalité et la corruption transsectorielles étant aujourd'hui plus sophistiquées, les réseaux qui cherchent à les découvrir et à les combattre se sont adaptés

¹ Un autre exemple précurseur de ce type de collaboration était le projet "Reading the Riots" (2011), du *The Guardian* et de la London School of Economics (Center for Media, Data and Society, 26 juin 2020).

² Même si certains pourraient dire que les universités/chercheurs s'apparentent plus aux journalistes qu'aux activistes (par exemple, Alfter, communication personnelle, 9 juin 2021), nous nous rangeons avec Benson (e.g. 2007) et les associons à la société civile.

(Koch, 2017). Pour les organisations de journalisme, monter un partenariat avec une organisation de la société civile (OSC) augmente considérablement les chances que les révélations aient un plus grand impact. Pour les OSC, ces partenariats augmentent les chances d'attirer l'attention tant de la base que du pouvoir, et qu'en conséquence, la politique évolue. En utilisant une matrice qui analyse tant le domaine et le type d'impact, nous essayons d'identifier quels changements sont plus susceptibles d'avoir lieu.

Dans l'analyse ci-dessous, nous nous concentrons moins sur les collaborations les plus importantes et les plus connues (par exemple, celle entre l'Organized Crime and Corruption Reporting Project et Transparency International) et davantage sur les nombreux partenariats de moindre envergure qui font avancer cette tendance. Un bon exemple est un projet transsectoriel appelé IJ Meets IT. Composé de quatre organisations basées dans quatre pays différents, il "répond à l'évolution des conditions de recherche dans le journalisme d'investigation" en réunissant des journalistes d'investigation et des spécialistes des technologies de l'information (n-ost, n.d.). En plus de réunir des journalistes et des OSC, l'organisation à l'origine de ce projet, n-ost, représente un nouvel état d'esprit, ouvert à la collaboration transsectorielle et consciente de ses enjeux pour le journalisme.

Comme nous le montrons ci-dessous, les collaborations transsectorielles que nous avons répertoriées vont de très grands partenariats transfrontaliers à des collaborations hyperlocales, impliquant seulement une organisation journalistique et une OSC. Nous avons trouvé des collaborations se déroulant dans, provenant de, ou touchant 125 pays différents sur six continents.

Une autre dynamique importante en jeu est celle entre ce que l'on appelle souvent le "Nord global" et le "Sud global", termes parfois utilisés comme des raccourcis pour désigner les pays économiquement plus riches et plus pauvres respectivement, mais aussi pour évoquer l'ère du colonialisme qui, dans certains endroits, s'est terminée il y a seulement quelques décennies. Nous avons observé de grandes différences, non dans les *pratiques* de collaboration transsectorielle entre le Nord global et le Sud global, mais dans la façon dont les personnes impliquées la conçoivent, notamment en ce qui concerne la tension potentielle entre le plaidoyer et la neutralité. Nous avons également constaté, grâce à nos données quantitatives, une propension marquée pour des pays tels que les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, dans le Nord global, à être des "exportateurs" de collaboration transsectorielle, et pour des pays moins riches, souvent dans le Sud global, à faire l'objet d'un projet d'enquête sans qu'aucune organisation locale n'y participe.

Comme toujours, des mises en garde doivent être signalées. La première est que notre équipe de recherche, bien que composée de personnes basées dans plusieurs pays différents, a été formée en grande partie dans une perspective occidentale, et bien que nous ayons tous fait des efforts pour être complètement conscients de nos préjugés, et que nous ayons fait tout notre possible pour les atténuer, nous n'avons néanmoins pas de connaissance directe des tendances issues d'autres traditions que nous décrivons (sauf à travers les personnes que nous avons interrogées). De plus, la première et seule langue parlée couramment par les deux co-auteurs est l'anglais, ce qui a sûrement limité notre capacité à rechercher des projets basés plus loin, notamment en Asie et au Moyen-Orient.

Une autre mise en garde s'impose : les projets que nous analysons ici sont ceux qui ont au moins connu un certain succès. Comme l'a souligné l'une des personnes que nous avons interrogées, les projets figurant sur le site Web de son organisation sont "uniquement ceux qu'on perçoit comme étant achevés et publiés, parce qu'il y a évidemment dix fois plus de tentatives de monter des projets" (Candea, communication personnelle, 14 avril 2021)³. En d'autres termes, personne ne va consacrer de l'espace en ligne à un projet qui a échoué, et dans le cas des projets d'enquête en particulier, il existe de nombreuses fausses pistes et impasses.

Brève note sur le contexte historique

Comme pour le journalisme collaboratif, la collaboration transsectorielle telle que nous la connaissons aujourd'hui est devenue largement possible (ou a été forcée d'émerger) à cause d'Internet (par exemple, Benkler et Nissenbaum, 2006 ; Berglez et Gearing, 2018 ; Lewis, 2018), ainsi qu'à l'effondrement à peu près simultané du modèle économique du journalisme du 20e siècle et des tendances dans le domaine des organisations non gouvernementales qui interagissaient avec les deux (Powers, 2018)⁴. Un des premiers exemples de collaboration transsectorielle est Human Unlimited Media (HUM) News, fondé en 1997 (Abbott, 2009). Leur élan était une "lacune géographique" mondiale dans la couverture de l'actualité : "Pour nous, la plus grande préoccupation non traitée est que les économies et les populations les plus jeunes et dont la croissance est la plus rapide de la planète ne sont pas prises en compte dans le flux d'informations international des principaux collecteurs et diffuseurs d'actualité d'aujourd'hui" (HUM Media, 1997 ; voir également Bardoel et Deuze, 2001). Ils étaient "à la recherche d'une vision plus large du monde, au carrefour où se croisent nouvelles et informations mondiales et pays et cultures dans lesquels travaillent les organisations humanitaires, les coalitions internationales et les associations civiques."

³ Entretien avec les autrices

⁴ Pour un historique plus large de ces tendances, consultez Keck & Sikkink (1998), chapitre 2.

Image 1: HUM Media, page "A propos"



La série du *NiemanLab* de 2009 (qui, peut-être intentionnellement, est elle-même une collaboration transsectorielle) laisse penser que le début des années 2000 était un tournant pour cette pratique. Organisée par le Center for Global Communication Studies de l'Université de Pennsylvanie et le *NiemanLab* de l'Université de Harvard, des défenseurs de la société civile, des adeptes de la pratique et des universitaires ont mené un état des lieux de la collaboration entre la société civile et le journalisme, en répertoriant les pratiques émergentes, les partenariats et les possibilités offertes par l'évolution rapide de la technologie (avec une attention particulière portée aux Etats-Unis). Comme le montrent clairement les différents articles, et l'existence de la série elle-même, les recoupements entre organisations de la société civile et du journalisme étaient suffisamment courants en 2009 pour mériter un tel examen, mais étaient encore un objet de fascination, leurs contours n'étant pas encore définis.

L'un des principaux changements intervenus depuis les années 2000 est la facilité avec laquelle la communication médiatique est désormais possible depuis presque tous les coins de la planète. L'une des premières justifications de la collaboration entre le journalisme et les OSC était le coût, et souvent le danger, pour les journalistes d'être dans de nombreux endroits peu couverts médiatiquement. Les organisations de la société civile étaient déjà là, alors pourquoi les journalistes ne travailleraient-ils pas avec elles ? S'il est toujours vrai que l'utilisation efficace de ressources limitées est un moteur de la collaboration, l'accès n'est plus le problème qu'il était il y a vingt ans, lorsque les ordinateurs portables/caméras/enregistreurs vocaux mobiles, sous la forme de téléphones portables, n'étaient pas dans la poche de tout le monde.

Nous identifions trois moteurs principaux dans l'augmentation des collaborations transsectorielles au cours de la dernière décennie :

1. Les producteurs d'information ne peuvent plus compter sur le fait que leur contenu soit vu grâce aux canaux habituels ; la collaboration permet à leur contenu de prendre de nouvelles formes (c'est-à-dire texte, vidéo, graphiques, etc.) et d'avoir une plus grande portée ;
2. Les contraintes de ressources auxquelles sont confrontées les rédactions, ainsi que la nature de plus en plus complexe des investigations, nécessitent des compétences spécialisées et une main-d'œuvre supplémentaire ;
3. Il y a un désir accru d'impact du journalisme d'investigation (ou, autrement dit, une frustration croissante face au manque d'impact), que la collaboration transsectorielle rend plus probable.

Ces motivations sont partagées à la fois par les journalistes et les acteurs de la société civile, même si les journalistes ont tendance à être ceux qui ont besoin d'être davantage convaincus (par exemple, Powers, 2018 ; Shiffrin, 2017). Comme nous le verrons plus loin, l'hésitation est plus marquée selon l'endroit du monde où l'on se trouve.

Ailleurs, cet élan évolutif est expliqué ainsi : "Il n'y a aucune garantie que le journalisme restera le récit public privilégié de la vérité qu'il a prétendu être dans ses diverses formes historiques, à moins qu'il ne soit capable de s'engager positivement avec les flux accrus et la diversité des genres déclenchés par la déréglementation et la multiplication des formes d'information publique" (Gearing, 2016 (citant Conboy, 2004), p. 223-224). Nous soutenons qu'en effet, la collaboration transsectorielle est l'une des façons par lesquelles le journalisme a répondu aux questions soulevées par les perturbations technologiques, sociales et politiques du 21^e siècle.

Du point de vue historique d'aujourd'hui, nous pouvons constater qu'en dépit des inquiétudes relatives à la technologie dans les médias, axées sur une couverture de plus en plus triviale, Internet a, par d'autres moyens, ouvert un espace pour des types de contenus qui auraient été presque impensables auparavant. Par exemple, en 2009, Cottle et Nolan (2009) ont déclaré ce qui suit :

La recherche et les preuves anecdotiques suggèrent que, dans un environnement médiatique compétitif, guidé par la recherche de lecteurs, d'audiences et de revenus, les projecteurs des médias sont attirés de manière sélective par les images de détresse plutôt que par les questions de désavantage structurel, et sont aptes à passer rapidement d'une catastrophe ou d'une urgence à une autre. Cette couverture superficielle fournit, dans le meilleur des cas, peu de contexte ou d'historique et encore moins de suivi des communautés post-conflit ou post-urgence, ou des processus de développement à plus long terme.

Le fait est que la migration de l'actualité vers Internet a facilité la couverture des sujets qui intéressent les organisations de plaidoyer. Plumaje ("plumage" en français) est un projet de l'agence de presse *Animal Politico*, basée au Mexique. Plumaje est essentiellement une page de leur site Web qu'ils réservent aux contenus éditoriaux d'organisations de la société civile. Au seul prix du temps des personnes impliquées, ils offrent un espace infini aux organisations de plaidoyer pour exposer leurs points de vue et attirer l'attention sur leur

travail. Tania Montalvo, rédactrice en chef d'*Animal Politico*, a expliqué qu'ils avaient créé Plumaje pour renforcer leurs relations avec les OSC et leur offrir un espace pour aborder des questions qui n'étaient pas couvertes ailleurs (communication personnelle, 13 mai 2021)⁵.

Dans ce qui suit, nous commençons par définir les différents concepts utilisés dans cette étude. Ensuite, nous examinons les caractéristiques des collaborations transsectorielles comme l'équilibre entre les organisations impliquées, leur géographie, leur gestion, et les différences de perception à leur sujet de leurs participants à travers le monde. Les questions relatives à l'impact et à l'éthique sont ensuite abordées, suivies enfin des avantages de la collaboration transsectorielle, les facteurs communs de collaborations transsectorielles réussies et les points de vigilance communs.

⁵ Entretien avec les autrices.

DÉFINIR LES COLLABORATIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LE JOURNALISME

Au cours des 52 entretiens avec les journalistes et les acteurs de la société civile, on nous a souvent demandé comment nous définissons les termes "société civile", "collaboration" et même "journalisme", tous des termes dont les définitions sont devenues fluides de manière inédite au cours des décennies passées. Il est vrai que le journalisme et la société civile se croisent, collaborent et, dans certains cas, se combinent de manières nouvelles pour créer les récits du 21^e siècle, comme le montre le développement de la collaboration transsectorielle. Tony Borden, directeur exécutif de l'Institute for War & Peace Reporting (classé ici en tant qu'ONG), a observé ce changement dans sa propre organisation :

“Nous avons un cœur de journaliste [...] et nous avons vraiment commencé par mettre en avant les voix de la société avant de nous orienter de manière plus certaine vers le soutien aux journalistes en tant que tel. Mais nous sommes une organisation à but non lucratif, donc nous sommes nous-mêmes une ONG. Mais ce dilemme est au cœur de nos enjeux (communication personnelle, 23 avril 2021)⁶.

Nous avons défini l'expression "organisation journalistique" de manière à inclure non seulement les rédactions, mais aussi les réseaux de coordination du journalisme et les organisations qui le soutiennent. Un réseau de coordination du journalisme est constitué d'un réseau de rédactions et inclut souvent les indépendants ; un exemple est le Global Investigative Journalism Network (GIJN), qui consiste aujourd'hui en "une équipe basée dans 24 pays, [travaillant] dans une douzaine de langues pour mettre en réseau les journalistes les plus entreprenants du monde, en leur donnant les outils, la technologie et la formation pour s'attaquer aux abus de pouvoir et à l'impunité" (GIJN, 2022).

Une organisation de soutien au journalisme est définie ici comme une organisation qui comprend souvent d'anciens journalistes et qui effectue des missions telles que la formation et l'engagement. Un exemple d'organisation de soutien au journalisme de notre échantillon est Pop-Up Newsroom, basé au Royaume-Uni, qui décrit ainsi une partie de sa mission : "Nous travaillons avec des rédactions, des journalistes indépendants, des organisations de la société civile, des universités et des experts en technologie pour concevoir, affiner et tester des approches collaboratives en réponse à certains des défis les plus urgents du journalisme [...] Nous aidons les organes de presse à accroître leur impact, à former leurs journalistes à de nouvelles compétences, à créer de nouvelles voies pour l'engagement des lecteurs et, en fin de compte, à créer de nouveaux publics pour le travail des médias" (Pop-Up Newsroom, 2022). Le dénominateur commun entre ces organisations qui les range dans la catégorie "journalisme" est leur objectif final : toutes trois ont le journalisme comme raison d'être et comme produit final.

Les organisations de la société civile (OSC), telles que définies ici, sont celles qui opèrent en dehors du gouvernement, sont généralement à but non lucratif, ont souvent une théorie du changement et orientent leur travail vers la mise en œuvre du changement souhaité dans la sphère publique. Il s'agit ici d'organisations non gouvernementales (ONG), de réseaux de coordination d'ONG, d'universités, de think tanks, de bailleurs de fonds (qui participent aux

⁶ Entretien avec les autrices.

collaborations au-delà d'un soutien financier) et d'organisations artistiques, de visualisation de données et de civic tech. Ces diverses entités sont liées non seulement par le fait qu'elles participent toutes, à des échelles diverses, à des collaborations transsectorielles, mais aussi par des recherches universitaires antérieures portant, par exemple, sur les diverses sources qui apparaissent dans les articles de presse (par exemple, Benson, 2013 ; Ferree et al., 2002)⁷.

Nous discutons tout au long de cette étude des différences entre le journalisme occidental et les traditions venues d'ailleurs, ainsi que des différences plus larges entre le "Nord global" et le "Sud global". Tout en reconnaissant que ces termes sont lourds de sens, nous nous appuyons ici sur leurs usages plus récents qui ont cherché un raccourci pour désigner des parties du monde partageant des caractéristiques économiques et démographiques à des fins d'analyse comparative (Mahler, 2017).

Dans les discussions sur les différences de culture journalistique, nous nous appuyons sur les travaux comparatifs de Hallin et Mancini (2004 ; 2011 ; 2017) et des études sur les cultures journalistiques dans le monde (par exemple, Hanitzsch, Hanusch, Ramaprasad, & de Beer, 2019). Lorsque nous parlons du journalisme occidental, nous admettons que nous simplifions grandement et que nous utilisons ce terme de manière générale pour décrire un domaine journalistique professionnalisé qui s'efforce d'atteindre la neutralité politique et dont l'un des principes majeurs est la croyance en l'objectif (sinon la possibilité réelle) de l'objectivité. En conséquence, la collaboration avec des organisations qui ont ne serait-ce qu'un soupçon de tendance politique a traditionnellement été dénigrée. Ces attributs caractérisent, selon Hallin et Mancini (2004), le modèle libéral ou anglo-américain, prédominant en Amérique du Nord, ainsi que, dans une moindre mesure, le modèle corporatiste démocratique prédominant en Europe du Nord et centrale.

A titre de comparaison, les études sur les traditions journalistiques dans de nombreuses régions d'Afrique ainsi qu'en Amérique centrale et du Sud ont abouti aux résultats suivants :

Les journalistes des pays non occidentaux, moins démocratiques et moins développés sur le plan socio-économique, avaient tendance à percevoir les influences politiques et économiques comme plus fortes que leurs homologues des autres régions du globe. Les journalistes de bon nombre de ces pays ont également eu tendance à être comparativement plus favorables à une approche collaborative du journalisme, et ceux des pays en développement marqués par des conflits internes ont penché en faveur d'une approche interventionniste (contribuant activement à la réforme sociale) (Hanitzsch, Hanusch, Ramaprasad, & de Beer, 2019, p. 288).

Nous définissons la collaboration transsectorielle comme un partenariat impliquant au moins une organisation journalistique et au moins une organisation de la société civile (généralement une organisation de plaidoyer, mais pas toujours) qui travaillent ensemble

⁷ La définition d'une ONG fait l'objet d'un long débat (par exemple Vikil, 1997) ; nous utilisons ici la définition de Powers, selon laquelle le terme ONG "fait référence à des groupes nominalement indépendants du gouvernement, volontaires par nature, et intéressés par la poursuite d'un bien commun (par exemple, les droits humains, l'égalité des sexes, la protection de l'environnement)." Un exemple de réseau de coordination d'ONG est la Ghana Anti-Corruption Coalition, composée de 12 ONG travaillant sur le sujet de la bonne gouvernance opérant de manière transversale dans différents secteurs.

pour produire du contenu au service d'un idéal ou d'un résultat explicite. Pour être pris en compte dans notre étude, les partenariats devaient être codifiés d'une manière ou d'une autre et aller au-delà d'un accord de financement (il existe, par exemple, de nombreux cas où une organisation à but non lucratif finance la mise en place d'une nouvelle technologie au sein d'un organe de presse ou une bourse pour un journaliste ; ces éléments peuvent faire partie de certains accords mais ne sont pas comptabilisés ici). Comme nous le montrerons plus loin, ces partenariats peuvent prendre une multitude de formes différentes, mais pour l'instant, les petites collaborations sont les plus courantes.

Enfin, presque tous les projets que nous avons étudiés sont de nature investigatrice (les exceptions comprennent, par exemple, la plupart des collaborations sur le sujet du climat). Tout en reconnaissant que le journalisme d'investigation, ou de surveillance, est un sujet de recherche déjà bien approfondi, nous en utilisons ici la définition de Waisbord (2000) : "Ce qui caractérise le journalisme d'investigation, c'est que les reporters déterrent des informations sur les abus de pouvoir. C'est le genre de journalisme qui [...] diffuse ce que quelqu'un ne veut pas que l'on sache. Sa fonction est de rendre visible ce qui est caché" (p. xix). Pour plus de détails sur les méthodologies utilisées dans cette étude, voir l'annexe A.

LA STRUCTURE, GÉOGRAPHIE ET GESTION DES COLLABORATION TRANSSECTORIELLES

À quoi ressemblent les collaborations transsectorielles en pratique ? Comment se répartissent les organisations de journalisme et celles de la société civile ? Combien d'organisations sont généralement impliquées ? Quelle est la répartition géographique, et quelles sont les caractéristiques d'un projet typique ? Ce sont là quelques-unes des questions auxquelles nous nous sommes efforcées de répondre.

Répartition des organisations

Sur les 1 010 organisations que nous avons identifiées comme ayant été impliquées dans une collaboration transsectorielle, la majorité (76 %) étaient des organes de presse ou des organisations non gouvernementales (ONG) (voir Tableau 1, ci-dessous). Viennent ensuite les universités ou les think tanks et les organisations de soutien au journalisme. Les organisations de la catégorie "Autres", qui représentaient 4 % des entités participantes, comprennent plusieurs ambassades, notamment en Afrique, ainsi que des bibliothèques, des studios de visualisation de données et une société pharmaceutique, par exemple.

Tableau 1 : Répartition par type d'organisation

| | Nombre | Pourcentage |
|--|--------|-------------|
| Média journalistique | 556 | 55.0 |
| ONG | 209 | 20.7 |
| Université ou Think tank | 97 | 9.6 |
| Organisation de soutien au journalisme | 40 | 4.0 |
| Autre | 40 | 4.0 |
| Organisation de civic tech | 20 | 2.0 |
| Réseau de coordination du journalisme | 19 | 1.9 |
| Réseau de coordination d'ONG | 16 | 1.6 |
| Organisation artistique | 7 | .7 |
| Bailleur de fonds | 6 | .6 |
| Total | 1010 | 100.0 |

Nous avons ensuite combiné les médias, les organisations de soutien au journalisme et les réseaux de coordination du journalisme dans une catégorie appelée simplement "Organisation journalistique", et tous les autres types d'organisations dans la catégorie "Organisation de la société civile (OSC)", pour voir l'équilibre entre le journalisme et les OSC dans la collaboration transsectorielle. Comme le montre le Tableau 2, 615 (61 %) sont des organisations journalistiques et 395 (39 %) représentent la société civile. Bien entendu, cet équilibre varie en fonction du projet, comme nous allons le montrer ci-dessous.

Tableau 2: Nombre d'organisations journalistiques et d'organisations de la société civile (OSC)

| | Nombre | Pourcentage |
|--|--------|-------------|
| Organisations journalistiques | 615 | 60.9 |
| Organisations de la société civile (OSC) | 395 | 39.1 |
| Total | 1010 | 100.0 |

Répartition géographique : exportateurs, sujets et collaborateurs autodirigés

En ce qui concerne le lieu d'établissement des entités de notre échantillon, les États-Unis en comptent beaucoup plus que tout autre pays, avec 235 entités (23 % du total) ; toutefois, comme nous le verrons, les États-Unis ont le plus souvent été un *exportateur* de collaboration plutôt qu'un hôte de projets de collaboration transsectorielle dans leur pays. Vient ensuite le Mexique, avec 114 entités participantes (11 % du total), qui se distingue des États-Unis par le fait que presque toutes ces organisations mexicaines prenaient part à des collaborations dans et au sujet de ce pays. Viennent ensuite l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Brésil, la Bulgarie et la France, puis l'Indonésie, le Nigeria, le Ghana, les Pays-Bas et l'Argentine, qui comptaient tous au moins 20 organisations participant à des collaborations transsectorielles (voir l'annexe B pour la liste complète des pays et de leurs récurrences).

Dans les projets que nous avons étudiés, 57 % des entités participant à des collaborations transsectorielles sont situées en Europe et en Amérique du Nord (Tableau 3), suivies par 12 % du total en Amérique centrale et 11 % en Afrique. Le chiffre élevé pour l'Amérique du Nord est dû au grand nombre d'entités présentes aux États-Unis ; il en va de même pour le Mexique en Amérique centrale. L'Afrique est représentée principalement par le Nigeria, le Ghana, l'Afrique du Sud et le Kenya.

Tableau 3 : Nombre d'entités par continent⁸

| | Réurrence | Pourcentage |
|-------------------|-----------|-------------|
| Europe | 322 | 31.9 |
| Amérique du Nord | 250 | 24.8 |
| Amérique centrale | 122 | 12.1 |
| Afrique | 110 | 10.9 |
| Amérique du Sud | 101 | 10.0 |
| Asie | 84 | 8.3 |
| Asie/Europe | 12 | 1.2 |
| Océanie | 9 | .9 |
| Total | 1010 | 100.0 |

Tableau 4 : Pays avec 10 entités ou plus qui participent à des collaborations transsectorielles

| | Réurrence | Pourcentage |
|----------------|-----------|-------------|
| Etats-Unis | 235 | 23.3 |
| Mexique | 114 | 11.3 |
| Allemagne | 46 | 4.6 |
| Royaume-Uni | 43 | 4.3 |
| Brésil | 32 | 3.2 |
| Bulgarie | 32 | 3.2 |
| France | 29 | 2.9 |
| Indonésie | 27 | 2.7 |
| Nigeria | 25 | 2.5 |
| Ghana | 24 | 2.4 |
| Pays-Bas | 23 | 2.3 |
| Argentine | 21 | 2.1 |
| Afrique du Sud | 15 | 1.5 |
| Canada | 14 | 1.4 |
| Espagne | 13 | 1.3 |
| Danemark | 12 | 1.2 |
| Venezuela | 12 | 1.2 |
| Kenya | 11 | 1.1 |
| Belgique | 10 | 1.0 |
| Colombie | 10 | 1.0 |
| Italie | 10 | 1.0 |

⁸ Nous distinguons ici l'Amérique centrale de l'Amérique du Nord et du Sud à cause de la taille occupée par le Mexique dans notre échantillon.

Par ailleurs, en examinant la manière dont les pays participent à des collaborations transfrontalières, nous pouvons constater que certains pays sont plus fréquemment *exportateurs* (lorsqu'une entité participant à un projet est basée dans un pays autre que celui ou ceux qui font l'objet de l'enquête), tandis que certains pays sont principalement ou uniquement les *sujets* d'une collaboration transsectorielle (lorsqu'il n'y a pas de participation d'une entité dans le pays étudié). Un groupe de pays est le plus susceptible d'avoir des entités qui entreprennent des projets dans leur propre pays, ce que nous appelons la collaboration *autodirigée*.

Le top 10 des exportateurs de collaborations transsectorielles sont (nombre de projets entre parenthèses):

- Etats-Unis (39)
- Royaume-Uni (25)
- France (10)
- Allemagne (9)
- Belgique (6)
- Pays-Bas (5)
- Kenya (4)
- Finlande (4)
- Canada (4)
- Bosnie-Herzégovine (4)

Treize pays de notre échantillon de 125 n'ont été que les *sujets* de collaborations transsectorielles, (c'est-à-dire qu'aucun projet auquel une entité de ces pays aurait participé n'a été trouvé) :

- Azerbaïdjan (3)
- République démocratique du Congo (2)
- Egypte (2)
- Afghanistan (1)
- Algérie (1)
- Gambie (1)
- Libye (1)
- Mali (1)
- Palestine (1)
- Arabie Saoudite (1)
- Soudan (1)
- Turkménistan (1)
- Yemen (1)

Enfin, ces pays étaient les plus susceptibles de se lancer dans de la collaboration autodirigée (voir Annexe C pour le Top 30) :

- Etats-Unis (28)
- Mexique (23)
- Allemagne (18)
- Nigeria (16)

- Royaume-Uni (13)
- Afrique du Sud (12)
- Italie (11)
- France (10)
- Pays-Bas (10)
- Espagne (10)

Avant de discuter de l'importance des exportateurs, des sujets et des collaborateurs autodirigés, il est utile de faire une petite digression pour discuter des sujets les plus courants de la collaboration transsectorielle. Le Tableau 5 montre la fréquence des sujets dans les projets que nous avons catalogués. Les projets portant sur la corruption, la transparence, la démocratie ou la gouvernance (souvent l'absence de celle-ci) sont les plus fréquents, représentant un quart de notre échantillon. Les projets traitant du climat, de l'environnement et autres sujets liés, ainsi que les enquêtes sur les atteintes aux droits humains, étaient également courants (pour des résultats similaires, voir Schiffrin, 2017). En d'autres termes, faire l'objet d'un projet collaboratif transsectoriel n'est pas souhaitable. Cela signifie presque toujours (si ce n'est toujours) qu'il y a des malversations, des négligences ou d'autres activités peu recommandables à mettre en lumière auxquelles les personnes et les organisations participantes ont décidé de consacrer un temps et des ressources précieux.

Tableau 5 : Récurrence des sujets de collaboration transsectorielle

| | Récurrence | Pourcentage |
|---|------------|-------------|
| Démocratie/Transparence/Gouvernance/Corruption | 38 | 24.5 |
| Environnement/Climat/Biodiversité/Eau et assainissement | 25 | 16.1 |
| Droits humains/des femmes/LGBTQ | 23 | 14.8 |
| Médias/Journalisme/Liberté d'information/Désinformation | 18 | 11.6 |
| Santé, dont la santé reproductive | 11 | 7.1 |
| Confidentialité/Données/Surveillance | 9 | 5.8 |
| Culture | 4 | 2.6 |
| Logement | 4 | 2.6 |
| Migration et immigration | 4 | 2.6 |
| Tout venant/sujets variés | 4 | 2.6 |
| Violences/Guerre | 4 | 2.6 |
| Justice | 3 | 1.9 |
| Commerce/Economie/Travail/Inégalité/Pauvreté/Insécurité alimentaire | 3 | 1.9 |
| COVID-19 | 2 | 1.3 |
| Protection des consommateurs | 1 | .6 |
| Education | 1 | .6 |
| Energie | 1 | .6 |
| Total | 155 | 100.0 |

Les Tableaux 6 et 7 ci-dessous montrent où se situe chaque groupe (exportateurs, sujets et collaborateurs autodirigés) en termes de perception de la corruption et de revenu national brut (en dollars américains)⁹. Comme on pouvait s'y attendre, les sujets, c'est-à-dire les pays les plus susceptibles de faire l'objet d'une collaboration transfrontalière sans qu'aucune entité nationale n'y participe, trouvent 92 % de leurs membres dans les catégories de perception de corruption sévère ou élevée. Les exportateurs, les pays dont les entités participent à des collaborations transsectorielles qui n'impliquent pas leur propre pays, ont à l'inverse 80 % de leurs membres dans la catégorie de perception de corruption faible.

Les collaborateurs autodirigés, pays sur lesquels se concentre une collaboration mais dans lesquels ses propres entités sont impliquées, se situent quelque part au milieu, avec la moitié de leurs membres dans la catégorie de perception de la corruption faible, 20 % dans la catégorie modérée et 30 % dans la catégorie élevée. Nous ne connaissons pas le sens de la causalité, puisque les pays où la corruption est présente mais où des entités d'investigation se concentrent sur eux présentent clairement un certain niveau de malfeasance gouvernementale mais aussi un dispositif de surveillance pour la contrôler. Le fait que les États-Unis soient à la fois le premier exportateur et le premier collaborateur autodirigé témoigne de l'importance du journalisme et de la société civile dans ce pays, mais aussi du fait qu'ils sont également confrontés à de nombreux problèmes sur lesquels se concentre la collaboration.

Tableau 6 : Sujets, exportateurs, et collaborateurs autodirigés x perception de la corruption

| | Indice de perception de la corruption Sévère | Indice de perception de la corruption Élevé | Indice de perception de la corruption Modéré | Indice de perception de la corruption Faible |
|----------------------------|---|--|---|---|
| Pays « sujets » | 50% | 42% | 8% | n/a |
| Pays « exportateurs » | n/a | 20% | n/a | 80% |
| Collaborateurs autodirigés | n/a | 30% | 20% | 50% |

Tableau 7 : Sujets, Exportateurs, et Collaborateurs autodirigés x RNB par habitant

| | RNB par habitant groupé >\$12,535 | RNB par habitant groupé \$4,046 – 12,535 | RNB par habitant groupé \$1,036 – 4,045 | RNB par habitant groupé < \$1,036 |
|----------------------------|--------------------------------------|---|--|--------------------------------------|
| Pays « sujets » | 8% | 23% | 15% | 46% |
| Pays « exportateurs » | 80% | 10% | 10% | n/a |
| Collaborateurs autodirigés | 70% | 20% | 10% | n/a |

⁹ Les données utilisées pour l'analyse des pays proviennent des sources suivantes : pour les désignations Nord global et Sud global : World Population Review, "Global South Countries 2021" ; pour le RNB par habitant : "RNB par habitant, méthode Atlas (dollars US courants)", Banque mondiale ; pour les groupes de RNB : "New World Bank country classifications by income level : 2020-2021", blogs de la Banque mondiale ; pour le classement de la corruption, "Corruption Perception Index", Transparency International.

La corrélation de ces mêmes regroupements avec le revenu national brut (RNB) montre un schéma similaire, où les sujets sont plus susceptibles de se trouver dans la tranche de RNB la plus basse, et les exportateurs et les collaborateurs autodirigés dans la tranche la plus élevée. Il semblerait donc que les collaborations autodirigées devraient être encouragées en tant qu'exemple visible de l'opposé du type de comportement qu'elles cherchent à combattre.

Caractéristiques des projets : taille et structuration

Dans cette rubrique, nous répondons à des questions telles que : combien d'organisations étaient généralement impliquées dans un projet, et quel était le mélange d'entités de journalisme et de société civile ? À combien de collaborations l'entité type a-t-elle pris part ? Et comment les projets sont-ils généralement structurés ?

Les petits projets (2 ou 3 entités) étaient de loin les plus courants (44 % du total), suivis par les projets impliquant 4 à 8 organisations (25 %). Le plus grand nombre de partenaires était de 113 (The FinCEN Files, organisé par le Consortium international des journalistes d'investigation), suivi des Paradise Papers, projet également organisé par l'ICIJ, avec 99 partenaires, mais les projets de cette taille sont rares. Ainsi, si les projets impliquant de nombreux partenaires existent, il semble que les projets plus petits impliquant deux, trois ou quatre organisations soient les plus faciles à gérer, du moins pour l'instant. (voir Tableau 8).

Tableau 8 : Nombre d'organisations impliquées x nombre de projets

| | Nombre de projets | Pourcentage |
|--|-------------------|-------------|
| 2 organisations impliquées | 38 | 24.5 |
| Entre 9 et 30 organisations impliquées | 30 | 19.4 |
| 3 organisations impliquées | 30 | 19.4 |
| 4 organisations impliquées | 13 | 8.4 |
| 5 organisations impliquées | 12 | 7.7 |
| 7 organisations impliquées | 11 | 7.1 |
| 6 organisations impliquées | 10 | 6.5 |
| 8 organisations impliquées | 6 | 3.9 |
| Plus de 30 organisations impliquées | 5 | 3.2 |
| Total | 155 | 100.0 |

Les collaborations avec deux partenaires, impliquant une organisation journalistique et une organisation de la société civile, sont les plus courantes, représentant 25 % de notre

échantillon. Le Tableau 9 montre que la configuration avec deux organisations de journalisme et une OSC est apparue presque aussi souvent que deux OSC et une organisation de journalisme (15 et 16 projets, respectivement). Il en va de même pour les combinaisons composées de 3 de l'une et 1 de l'autre (4 et 5 projets, respectivement). Lorsque le nombre de partenaires est plus élevé, la tendance est à l'implication d'un plus grand nombre d'organisations de la société civile que d'organes de presse, mais de peu. Nous avons été surpris par ce résultat étant donné le plus grand nombre d'organisations journalistiques dans notre échantillon. Toutefois, ce nombre est "biaisé" par les deux plus grandes collaborations, citées ci-dessus, qui comptaient respectivement 109 et 96 organisations journalistiques. A titre de comparaison, le nombre le plus élevé d'OSC impliquées dans une collaboration était de 26, et 25 projets comptaient 4 à 6 OSC, tandis que 18 seulement comptaient autant d'organisations journalistiques.

Tableau 9 : Nombre d'OSC et d'organisations journalistiques impliquées dans des collaborations

| | | Nombre d'OSC impliquées | | | | | | Total |
|---|---|-------------------------|----|---|----|---|---|-------|
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | |
| Nombre d'organisations journalistiques impliquées | 1 | 38 | 16 | 5 | 4 | 2 | 1 | 66 |
| | 2 | 15 | 5 | 3 | 2 | 3 | 0 | 28 |
| | 3 | 4 | 4 | 1 | 2 | 2 | 0 | 13 |
| | 4 | 1 | 2 | 0 | 2 | 1 | 1 | 7 |
| | 5 | 3 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 |
| | 6 | 4 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 |
| Total | | 65 | 29 | 9 | 10 | 8 | 2 | 123 |

Le Tableau 10 indique le nombre de projets auxquels chaque entité de notre échantillon a participé. Bien que nous comprenions qu'il s'agit d'une photographie à un instant donné, et non d'une étude longitudinale, il n'en reste pas moins que 77 % des entités que nous avons examinées n'ont participé qu'à une seule collaboration. Nous pensons que cela indique un terrain fertile pour plus tard ; près de 800 entités ont montré leur volonté de participer à une collaboration transsectorielle mais ne l'ont fait qu'une seule fois, ce qui indique qu'il existe des opportunités pour de tels partenariats à l'avenir.

Tableau 10 : Nombre de projets par entité

| Nombre de projets | Nombre d'entités | Pourcentage |
|-------------------|------------------|-------------|
| 1 | 778 | 77.0 |
| 2 | 130 | 12.9 |
| 3 | 52 | 5.1 |
| 4 | 24 | 2.4 |
| 5 | 7 | .7 |
| 6 | 7 | .7 |
| 7 | 2 | .2 |
| 8 | 5 | .5 |
| 9 | 1 | .1 |
| 10 | 1 | .1 |
| 12 | 1 | .1 |
| 13 | 1 | .1 |
| 15 | 1 | .1 |
| Total | 1010 | 100.0 |

Tous les projets que nous répertorions ici ont, par défaut, une forme de présence sur le web. Mais quelle entité prend le contrôle (ou est chargée) de faire connaître le projet en ligne ? Le Tableau 11 montre que les organes de presse sont les plus susceptibles de le faire, suivis par les ONG. Cependant, 22 % des projets avaient leur propre page Web, sans indication de propriété d'une quelconque organisation. Nous considérons ces projets comme une reconnaissance de la participation du journalisme d'investigation à la collaboration transsectorielle en tant qu'acte politique dans les limites des normes journalistiques professionnelles (Olesen, 2008). Par exemple, il est typique pour un tel site Internet de mettre en évidence les participants au projet, en utilisant généralement le logo de chaque organisation (voir les images 2 et 3, ci-dessous).

Tableau 11 : Type d'entité qui héberge le site Internet du projet ou sa page Web

| | Réurrence | Pourcentage |
|--|-----------|-------------|
| Média journalistique | 41 | 26.5 |
| N/A (le projet a son propre site) | 34 | 21.9 |
| ONG | 22 | 14.2 |
| Organisation de soutien au journalisme | 22 | 14.2 |
| Réseau de coordination du journalisme | 15 | 9.7 |
| Université ou think tank | 11 | 7.1 |
| Organisation de civic tech | 5 | 3.2 |
| Réseau de coordination d'ONG | 3 | 1.9 |
| Bailleur de fonds | 1 | .6 |
| Autre (bibliothèque) | 1 | .6 |
| Total | 155 | 100.0 |

Image 2 : site de GhanaFact

The screenshot shows the GhanaFact website's 'Partners' section. At the top, the GhanaFact logo is displayed with the tagline 'Ghana's independent fact-checking platform'. Navigation links include 'Home', 'Governance', 'Politics', 'Economy', 'Health', 'Environment', 'Other Checks', and 'Deepfakes'. A search icon is also present.

Partners

Ghana Fact-Checking Network
#GhanaFactCheckingNetwork

This is the largest fact-checking collaboration in the history of Ghana bringing together more than 100 fact-checking journalists from 35 news outlets spread across the country. This is meant to build a nationwide bulwark against misinformation/fake news. Journalists in this network have been trained in how to use digital tools to tackle mis/disinformation. The network helps in identifying suspicious information on social/traditional media, produce fact-checks and cross publish them to increase reach.

INFO FINDER | Making it easier to find reliable data

Info Finder is a carefully selected collection of facts and sources on key topics. This is a project of Africa Check, the pioneering fact-checking organization in Africa collaborating with GhanaFact in Ghana, Dubawa in Nigeria and ZimFact in Zimbabwe. The project was one of only seven global winners of the Fact-Checking Innovation Initiative – a new programme of the International Fact-Checking Network at the Poynter Institute and the Facebook Journalism Project.

Fighting the Infodemic: The #CoronaVirusFacts Alliance

Led by the International Fact-Checking Network (IFCN) at the Poynter Institute, the #CoronaVirusFacts / #DatosCoronaVirus Alliance unites more than 100 fact-checkers around the world in publishing, sharing and translating facts surrounding the new coronavirus. The Alliance was launched in January when the spread of the virus was restricted to China but already causing rampant misinformation globally. The World Health Organization now classifies this issue as an infodemic – and the Alliance is on the front lines in the fight against it.

Africa Infodemic Response Alliance
A WHO-HOSTED NETWORK

Africa's network to counter health misinformation and information gaps

Africa Infodemic Response Alliance (AIRA), is a WHO-hosted network that coordinates actions and pools resources to combat misinformation and fill information gaps around the COVID-19 pandemic and other health emergencies in Africa. AIRA brings together 14 organisations including the Africa Centres for Disease Control and Prevention, International Federation of the Red Cross and Red Crescent (IFRC), UNICEF, UNESCO, UN Verified, UN Global Pulse, WHO, Gavi- the Vaccine Alliance and the fact-checking organizations Africa Check, PesaCheck, Agence France Presse Fact Check,

Image 3: Site de Clean Energy Wire (CLEW)

The screenshot shows the homepage of Clean Energy Wire (CLEW). At the top left is the logo with the text 'CLEAN ENERGY WIRE' and 'Journalism for the energy transition'. A search bar and navigation links for 'ABOUT CLEW', 'NEWSLETTER', and 'DE' are on the right. A blue navigation bar contains categories: 'Climate & CO2', 'Electricity', 'Mobility', 'Business', 'Efficiency', 'Politics', 'International', and 'Eas'. Below this are social media icons for Facebook, Twitter, LinkedIn, Email, and RSS. The main section is titled 'Partners' and includes a paragraph: 'In our effort to provide journalists with first-hand insights into energy and climate policy issues, we cooperate with a wide range of different organisations. Please find below a list of partners with whom we have organised research tours, media briefings and other events.' Underneath is a 'Cooperations' section listing several partners with their logos and names: Forum Energi, International Council on Clean Transportation (icct), International Journalists' Programmes (IJP), German section of reporters without borders (REPORTER OHNE GRENZEN), Embassy of Switzerland, Renewables Grid Initiative, and Verein der Ausländischen Presse in Deutschland e. V. (vap). On the right side, there is a blue sidebar with an 'ASK CLEW' button and contact information: 'Clean Energy Wire CLEW Anna-Louisa-Karsch-Str. 10178 Berlin, Germany info@cleanenergywire.de +49 30 700 1435 212'.

En s'associant de manière visible à des organisations de la société civile, ces entreprises de journalisme repoussent les limites professionnelles dans le sens d'une reconnaissance plus ouverte de la valeur de la collaboration transsectorielle.

Caractéristiques des projets : gestion, financement et différences de perception

Gestion des projets

Nous savons, grâce aux recherches sur le journalisme collaboratif, que le fait d'avoir une personne dédiée à la gestion d'un projet est d'une importance capitale pour sa réussite (par exemple, Alfter, 2019). Dans notre enquête, 70 % des répondants (N=96) ont déclaré qu'une personne désignée avait pour rôle de gérer les activités quotidiennes d'une collaboration à laquelle ils avaient participé. Cependant, il était courant que toutes les organisations impliquées aient leur mot à dire dans les décisions prises concernant le projet au global. Comme le montre le Tableau 12, le pourcentage le plus élevé de répondants l'a affirmé, tandis qu'un nombre légèrement inférieur a déclaré que l'organisation porteuse du projet avait pris la plupart des décisions relatives à la gestion de projet globale.

Tableau 12: Systèmes de gestion et d'organisation (enquête)

| | Réurrence | Pourcentage |
|--|-----------|----------------|
| Toutes les organisations avaient une voix dans les décisions au niveau du projet au global | 65 | 47% |
| L'organisation porteuse prenait les décisions au niveau du projet au global | 44 | 32% |
| Ne sait pas | 3 | 2% |
| N'a pas répondu | 25 | 18% |
| Total | 137 | 100% (arrondi) |

Fergus Bell, PDG et cofondateur de fathm et de Pop-Up Newsroom, a parlé de l'approche de son organisation en matière de gestion de la collaboration, en soulignant le rôle des partenaires principaux :

Nous avons généralement constaté qu'un petit groupe central nous permet de créer une collaboration beaucoup plus large et plus durable, car la prise de décision est collaborative. Ensuite, nous avons un certain nombre de couches différentes de collaborateurs dont les contributions ou les livrables sont assez clairs lorsqu'ils sont invités à rejoindre le projet, mais qui ont souvent la possibilité de monter ou de descendre d'un niveau d'engagement en fonction de ce qu'ils veulent (communication personnelle, 7 octobre 2021)¹⁰.

L'importance d'un leadership clair a également été soulignée par d'autres personnes. Bien que la plupart des collaborations veuillent et aient besoin de l'apport des divers participants, lorsqu'il y a tant de pièces mobiles dans un projet, il est crucial d'identifier les décideurs. Dans sa recherche sur le sujet, Alfter (2018) propose trois schémas d'organisation qui sont communs aux collaborations : une équipe centrale qui est responsable de la plupart des décisions mais qui travaille avec le reste du groupe pour recueillir les contributions, un réseau avec des sous-groupes qui prennent des décisions à un niveau plus micro, et une

¹⁰ Entretien avec les autrices.

hiérarchie plate où tous les membres participent de manière égale avec un accord "un membre, une voix". Nous avons étudié chacun de ces schémas d'organisation et il semble que le choix dépend beaucoup de la philosophie de l'initiateur du projet, bien que ce soit un domaine fructueux pour une étude future.

Financement des projets

Étant donné que notre objectif dans ce projet était d'avoir une idée de l'ampleur, de la structuration et de l'impact de la collaboration transsectorielle, son financement n'était pas un objet d'étude central. En effet, l'implication des financeurs dans le journalisme et dans le domaine plus large du développement des médias est un sous-domaine considérable à part entière. Cependant, le sujet a été évoqué lors de nos entretiens et nous avons choisi d'inclure une question sur le financement dans notre enquête. Nous disposons donc de données préliminaires qui indiquent que les sources et les modalités de financement des collaborations transsectorielles varient considérablement.

La philanthropie était la source de financement la plus importante parmi les répondants à notre enquête (46 %), tandis que 21 % ont déclaré que leur projet le plus récent ou le plus important était autofinancé (Tableau 13, ci-dessous).

Tableau 13 : Sources de revenus de votre projet le plus récent ou impactant (enquête)

| | Récurrance | Pourcentage |
|--|------------|-------------|
| Financement venant d'une bourse, fondation, institution intermédiaire ou culturelle | 81 | 46 % |
| Auto-financée | 38 | 21 % |
| Financement gouvernemental ou intergouvernemental (ex : Agence de l'ONU, Banque Mondiale, OCDE, OAS, etc.) | 28 | 16 % |
| Financement d'entreprise | 9 | 5 % |
| Autre | 21 | 12 % |
| Total | 177* | 100 % |

*Les répondants pouvaient choisir plus d'une source, le total est donc supérieur au nombre de répondants (137).

Différences de perception de la collaboration transsectorielle à travers le monde

Au cours de nos recherches, il est apparu que dans les endroits où il existait une forte tradition de journalisme occidental ("objectif"), les journalistes avaient davantage tendance à exprimer leurs inquiétudes quant aux partenariats avec des organisations de plaidoyer ou d'autres organisations de la société civile que dans les pays africains ou au Mexique, par exemple. Cela ne veut pas dire que les journalistes qui ont exprimé des inquiétudes étaient

moins susceptibles de conclure ces partenariats, comme le montre le tableau ci-dessous. Nos résultats concernant les différences entre le Nord et le Sud globaux correspondent généralement à ce qui a été documenté dans la littérature académique, comme les différences dans la relation entre le journalisme et l'État ou la société civile en Europe du Sud et du Nord, ou encore entre l'Europe et les pays du Sud global (par exemple, Benson, Blach-Orsten, Powers, Willig et Vera Zambrano, 2012 ; Hallin et Mancini, 2004 ; Hanitzsch, Hanusch, Ramaprasad et de Beer, 2019).

Cinquante-huit pour cent des *entités* impliquées dans les projets répertoriés par notre étude étaient basées dans le Nord global, tandis que 42 % étaient basées dans le Sud global (Tableau 14). Pour souligner le fait que les hésitations des journalistes du Nord global à propos de la collaboration transsectorielle ne les empêchent pas de participer, le Tableau 15 montre que le pourcentage d'*organisations journalistiques* participantes dans le Nord global est de 58 %, contre 41 % dans le Sud global. Et nous avons confirmé que cette différence n'est pas due au fait que le Nord compte plus de réseaux de coordination du journalisme ; le Tableau 16 montre qu'une grande majorité des entités journalistiques participantes, tant dans le Nord que dans le Sud, sont des médias individuels.

Tableau 14: Nombre d'entités au Nord global et au Sud global

| | Nombre | Pourcentage |
|-------------|--------|-------------|
| Nord global | 582 | 57.6 |
| Sud global | 428 | 42.4 |
| Total | 1010 | 100.0 |

Tableau 15 : Nombre d'organisations journalistiques au Nord global et au Sud global

| | Nombre | Pourcentage |
|--|--------|-------------|
| Organisations journalistiques au Nord Global | 358 | 58.2 |
| Organisations journalistiques au Sud Global | 257 | 41.8 |
| Total | 615 | 100.0 |

Tableau 16 : Répartition des types d'organisations journalistiques au Nord global et au Sud global

| | | Nord global | Sud global | Total |
|--|--------|-------------|------------|---------|
| Média journalistique | Nombre | 316 | 240 | 556 |
| | % | 88.3 % | 93.4 % | 90.4 % |
| Réseau de coordination du journalisme | Nombre | 13 | 6 | 19 |
| | % | 3.6 % | 2.3 % | 3.1 % |
| Organisation de soutien au journalisme | Nombre | 29 | 11 | 40 |
| | % | 8.1 % | 4.3 % | 6.5 % |
| Total | Nombre | 358 | 257 | 615 |
| | % | 100.0 % | 100.0 % | 100.0 % |

Bien que toutes les personnes avec lesquelles nous nous sommes entretenus aient été impliquées dans de tels partenariats, les observations sur la collaboration transfrontalière dans ou depuis le Nord global mettent généralement l'accent sur la neutralité que le journalisme doit conserver lorsqu'il collabore avec des OSC, tandis que nos interlocuteurs du Sud global rejettent généralement cette distinction. L'une des personnes interrogées (un journaliste et universitaire) a décrit les différences existantes en Europe :

En Europe, les journalistes sont très différents d'un pays à l'autre quant à la proximité avec laquelle ils veulent travailler avec les groupes de la société civile sans compromettre leur indépendance [...] Ceux de ma partie de l'Europe, le nord-ouest de l'Europe, gardent plus de distance que ceux du sud ou de l'Europe centrale, où même le style de journalisme peut souvent être plus opiniâtre. La tradition anglo-saxonne, qui est aussi la tradition nordique, dans laquelle j'ai étudié, est celle de l'observateur détaché, en quelque sorte.

Alors dans certains pays, oui, la collaboration est très étroite et même explicite, sans aucun problème. Et dans d'autres pays, c'est très clairement séparé. C'est comme : vous êtes un groupe de plaidoyer, vous avez un rapport intéressant, vous partagez les données. Je suis journaliste, je vérifie et recoupe les données, et ensuite je commence à faire mon journalisme. Et donc, la façon dont nous nous rapprochons et selon laquelle nous cadrions les choses est différente. (Alfter, communication personnelle, 9 juin 2021)¹¹.

Une autre personne a expliqué quasiment la même chose :

Mais ensuite, lorsque nous nous sommes rapprochés et avons conclu des accords avec les médias partenaires, la plupart des médias... Cela peut changer selon le pays d'Europe, mais la plupart des médias étaient très clairs et très stricts sur le fait qu'ils ne voulaient pas entendre parler de partenariats avec des organisations de la société civile, qu'il s'agissait clairement de sources. Et, oui, par exemple, plus vous

¹¹ Entretien avec les autrices.

allez vers le nord de l'Europe, plus ils ont tendance à être stricts à ce sujet. Plus on va vers le sud de l'Europe, moins ils sont stricts, plus ils sont ouverts à la discussion sur les différents partenariats. Ce n'est pas une distinction scientifique, c'est juste [...] Là où se trouve une tradition journalistique anglo-saxonne ancienne, oui, la séparation est très claire. Dans d'autres traditions, dans des pays comme, par exemple [...] comme certaines personnes dans mon propre pays, l'Espagne, les choses sont différentes (Cataylud, communication personnelle, 7 juin 2021)¹².

Et encore une fois dans le contexte des États-Unis :

Il y a encore certainement des populations, et certainement la société américaine, qui considèrent tout élément de travail collaboratif [transsectoriel] comme nuisible à la neutralité du journalisme (Michel, communication personnelle, 1er octobre 2021)¹³.

Ce type de coopération est plus difficile pour les journalistes occidentaux et américains. Cela change depuis quelques années, mais vous savez, il y a 5, 6, 7 ans, cela aurait été impossible pour beaucoup de journalistes occidentaux, parce qu'on leur a appris à l'école que les journalistes agissent seuls (Radu, communication personnelle, 21 décembre 2021)¹⁴.

En ce qui concerne les différences entre le Nord et le Sud globaux, la littérature académique sur les cultures journalistiques dans le monde fait le même constat : "Dans de nombreuses régions du monde arabe et islamique et en Afrique subsaharienne", écrivent Hanitzch et ses coauteurs (2019), "le journalisme joue un rôle beaucoup plus actif et participatif dans le discours politique que dans la plupart des nations occidentales. [...] En Amérique latine, certains des journalistes web les plus influents rejettent particulièrement la neutralité et l'objectivité tout en adoptant les normes traditionnelles d'indépendance et de vérité basée sur les faits" (p. 27). L'une des personnes que nous avons interrogées au Mexique a dit à peu près la même chose :

Je trouve qu'il est vraiment difficile d'adhérer à cette idée de neutralité journalistique. [...] Je ne sais pas comment cela se passe dans d'autres pays, mais au Mexique, il existe une relation très étroite entre les ONG, les chercheurs des think tanks, et les médias. Les médias devraient comprendre l'information des ONG, la contextualiser, et ensuite le lecteur cherche à l'équilibrer, sans la nier a priori (Montalvo, communication personnelle, 13 mai 2021)¹⁵.

Une autre différence qui sort du cadre de cette étude mais qui serait fascinante pour de futures recherches a trait aux différences sociales et culturelles dans la société en général, comme l'a souligné une personne interrogée :

Et la bonne chose est la démographie de l'Afrique, vous savez. Certains pays en particulier, où l'âge moyen est de 20, 21 ans. Et donc cela signifie que vous interagissez avec des managers qui sont des responsables éditoriaux de 30, 32, 35 ans, et ils sont vraiment ouverts à l'innovation, contrairement aux situations en

¹² Entretien avec les autrices.

¹³ Entretien avec les autrices.

¹⁴ Entretien avec les autrices.

¹⁵ Entretien avec les autrices.

Europe où vous avez des rédacteurs en chef qui ont 65, 67 ans. Ils ne se soucient pas des données. Alors que c'est tellement dynamique en Afrique, on peut vraiment le sentir dans l'air (Ottaviani, communication personnelle, 13 mai 2021)¹⁶.

Un exemple d'une plus grande ouverture à la collaboration en Afrique est la Ghana Anti-Corruption Coalition, un réseau de coordination d'OSC. En 2021, elle a mis en place un projet de formation de journalistes de plusieurs organes de presse au sujet d'une proposition du gouvernement concernant les redevances d'extraction minière. Le compte rendu de la formation indiquait explicitement que l'un des objectifs était d'encourager les journalistes à s'opposer à l'accord du gouvernement :

Certains journalistes sélectionnés ont participé à un forum pour améliorer leur compréhension des questions relatives à l'accord sur les redevances d'Agyapa afin d'assurer un engagement citoyen plus informé autour de cet accord en vue d'une portée et d'un impact plus larges.

Le forum de sensibilisation des médias, qui s'est tenu à Tamale pour les journalistes des régions du Nord, du Nord-Est et de Savannah ce jour, avait également pour but de leur fournir des informations sur les questions liées à l'accord d'Agyapa et de solliciter leur soutien pour utiliser leurs diverses plateformes afin de plaider en faveur de la suspension de l'accord (Ghana Business News, 13 mars 2021).

Nous avons trouvé quelques exceptions aux tendances générales que nous venons de décrire pour le Nord et le Sud globaux ; il s'agit d'organisations de journalisme basées dans le Nord global qui collaborent ouvertement et explicitement avec des organisations de la société civile. L'une d'entre elles est le Bureau of Investigative Journalism, basé en Angleterre, et les autres se trouvent au Danemark, où des collaborations transsectorielles impliquant les plus grandes entreprises de médias ont lieu depuis des années¹⁷. Ole Hjortdal, responsable de l'actualité et des débats à la Danish Broadcasting Corporation, nous a dit qu'ils travaillent en partenariat avec des organisations de la société civile depuis plus de 10 ans, notamment dans le cadre de campagnes annuelles autour de thèmes spécifiques, tels que sortir dans la nature ou la technologie dans les écoles. Il a dit qu'ils évitent consciemment tout ce qui pourrait être trop controversé (communication personnelle, 21 octobre 2021)¹⁸.

Jesper Nymark, directeur exécutif et rédacteur en chef de DanWatch, une organisation de journalisme d'investigation au Danemark, a parlé de son approche, notamment de son insistance à travailler avec des organisations locales dans les pays qui font l'objet de projets d'investigation :

En tant qu'organisation journalistique, nous avons une approche très collaborative. Et cela est dû au fait que nous pensons que le type de journalisme que nous pratiquons, qui est l'investigation, devient de plus en plus collaboratif. Et cela ne concerne pas seulement les médias entre eux, mais aussi les médias et les

¹⁶ Entretien avec les autrices.

¹⁷ Jesper Nymark de Danwatch a explicitement comparé son organisation au Bureau of Investigative Journalism, ainsi qu'à ProPublica aux Etats-Unis et Correctiv en Allemagne.

¹⁸ Entretien avec les autrices.

organisations de la société civile, comme Amnesty [International], ainsi que les organisations locales de la société civile dans les pays où nous travaillons.

Par exemple, au Mozambique, nous travaillons avec une petite ONG qui s'est penchée sur les problèmes liés à l'extraction. Nous travaillons également avec des profils académiques, des universités et des centres de recherche, et des développeurs tech. Et bien sûr, nous travaillons avec des avocats, parce que nous rencontrons souvent des entreprises qui publient des plaintes, et cela entraîne des problèmes juridiques (communication personnelle, 11 novembre 2021)¹⁹.

Parmi toutes les personnes avec lesquelles nous nous sommes entretenues, ce sont les journalistes dont les organisations collaborent le plus ouvertement avec les OSC qui ont le plus insisté sur la ligne à ne pas franchir entre le journalisme et le plaidoyer ; ce point est discuté en détail ci-dessous. Examinons d'abord l'impact que peuvent avoir ces collaborations.

¹⁹ Entretien avec les autrices.

IMPACT

Bien qu'il y ait eu de nombreuses avancées dans les efforts visant à systématiser le catalogage de l'impact journalistique, saisir toute la portée des effets du journalisme d'investigation, en particulier de l'investigation collaborative, reste un problème tenace (Green-Barber & Stonbely, 2020 ; Schiffrin & Zuckerman, 2015). Cela est dû à au moins trois choses :

1. L'impact est diffus.
2. Les données d'impact sont souvent qualitatives, et donc difficiles à saisir de manière programmatique.
3. Les organisations impliquées ont souvent des mesures d'impact différentes et des niveaux de priorité différents en termes de suivi de l'impact.

De plus, la plupart des impacts importants des projets d'investigation mettent de nombreux mois, voire des années, à se matérialiser (par exemple, Graves & Shabbir, 2019 ; Tofel, 2013). Néanmoins, que l'impact soit suivi et catalogué ou non, favoriser le changement est l'un des principaux moteurs de la collaboration transsectorielle, et il existe une myriade de preuves que des changements résultent du journalisme d'investigation (par exemple, Hamilton, 2016 ; Nogara, 2009) et de la collaboration transsectorielle (voir ci-dessous).

Nous avons recueilli des preuves de l'impact des projets de notre étude par plusieurs moyens : des questions d'entretien, le partage direct des données par les organisations, et en ligne, soit auprès des organisations impliquées dans un projet, soit auprès d'une source externe. Malgré ces différentes méthodes, nous ne considérons pas nos données comme exhaustives, car il a été démontré que le suivi, le catalogage et la publication de l'impact sont déterminés dans une large mesure par les ressources de l'organisation ou des organisations impliquées dans un projet et leur choix de prioriser ou non le suivi de l'impact, plutôt que par l'étendue de l'impact réel.

Nous reconnaissons l'utilité de trouver un langage commun pour décrire l'impact et de reproduire des méthodes éprouvées pour tester une théorie. Proress et al. (1992) ont fourni un cadre d'analyse de l'impact qui a été largement utilisé à cette fin, en identifiant trois niveaux d'impact : individuel (sanctions contre des personnes *ou des entités*, licenciements, rétrogradations (l'ajout de l'italique est de moi)), délibératif (discussions formelles sur les problèmes de politique publique, audiences et commissions) et substantiel (changements réglementaires, législatifs et/ou administratifs) (définitions de Graves & Shabbir, 2019).

Même si les études appliquant ce cadre ont été éclairantes, nous choisissons ici un référentiel différent qui distingue les impacts sur les individus et les entités (ainsi que sur des conditions macro plus larges), et mettons moins l'accent sur les résultats délibératifs, suivant Tofel (2015), qui a déclaré : "La tentation est grande de dire qu'un communiqué de presse du Congrès est un changement, qu'une conférence de presse est un changement ou qu'une audience est un changement. Ce n'est pas le cas. Cela peut conduire au changement, même si franchement, la plupart du temps, ce n'est pas le cas. Le changement, c'est quand quelque chose change réellement. Parfois, cela prend beaucoup, beaucoup de temps". Nous avons adapté notre définition de l'impact du référentiel de Learning for Action (2013),

qui définit "le changement qui se produit chez les individus, les groupes, les organisations, les systèmes et les conditions sociales ou physiques " (p. 1), mais en le modifiant pour aborder spécifiquement les collaborations transsectorielles.

Notre matrice identifie les impacts par **domaine** :

- Individus (mais PAS les politiciens)
- Organisations impliquées dans la collaboration
- Organisations externes à la collaboration (mais PAS les institutions politiques)
- Conditions politiques (y compris les politiciens individuels et les institutions politiques)
- Conditions sociales ou culturelles
- Conditions économiques
- Conditions physiques

Par ailleurs, nous examinons la valence de l'impact, c'est-à-dire s'il est *concordant* ou *discordant* avec les objectifs du projet. Si un impact est concordant avec un projet, il est en phase avec le type de changement (qu'il soit explicite ou implicite) que le projet cherche à provoquer. Si l'impact est discordant, il va à l'encontre du type de changement recherché par le projet, ou est un impact négatif sur une personne ou entité impliquée dans le projet lui-même.

Presque toutes les études qui traitent de l'impact des médias soulignent qu'il est difficile d'attribuer de l'impact à la couverture médiatique en raison des nombreuses variables potentiellement impliquées. Cependant, il semble que l'impact soit plus facilement attribuable à la couverture médiatique sous deux conditions : lorsque le reportage est une enquête, c'est-à-dire qu'il révèle des informations que quelqu'un essayait de cacher (Waisbord, 2000), et lorsqu'un projet est la première source à mettre en lumière un événement ou une problématique. Dans un exemple d'impact confus, un gouvernement peut proposer une politique louche qui est très manifestement corrompue. Les groupes veillant à la bonne gouvernance, les groupes de citoyens et les médias décrieront cette politique. Si elle est retirée, il est très difficile d'attribuer l'impact à un seul facteur. De même, une collaboration transsectorielle impliquant plus de 30 organisations de journalisme et une OSC publie des dizaines d'articles pour coïncider avec un événement annuel auquel de nombreux acteurs de la société participent, comme le mois de prévention du suicide. Les impacts sur les individus et la société sont probables mais inconnus, difficiles à retracer et encore plus difficiles à attribuer à la campagne médiatique.

Dans un exemple d'impact attribuable, cependant, un projet sort un reportage d'investigation sur le travail forcé des migrants dans une industrie spécifique. La question n'était pas à l'ordre du jour du débat public et les détails étaient si accablants qu'ils ont provoqué l'indignation et une action immédiate (exemple tiré de Schiffrin & Zuckerman, 2015). Dans ce cas, il est beaucoup plus clair que l'impact est le résultat du projet²⁰.

²⁰ Il existe un large corpus de littérature sur l'impact du journalisme. Pour une liste de lectures complémentaires, voir l'annexe D.

Voici des exemples dans chacune de nos catégories d'impact (voir aussi la matrice ci-dessous) :

- Impact sur les individus (mais pas sur les politiciens), concordant : Près de 800 lettres ont été envoyées par courrier à des membres du Parlement par des particuliers répondant à un appel de Transparency International pour faire pression sur les membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe afin qu'ils enquêtent sur la corruption mise au jour par l'enquête The Azerbaijani Laundromat (Transparency International, 2017).
- Impact sur les individus (mais pas sur les politiciens), discordant : Un journaliste travaillant sur le projet West Africa Leaks a été emprisonné pour avoir enfreint une loi contre la publication de "fausses informations", bien qu'un enregistrement audio ait confirmé que la citation qu'il avait publiée (attribuée à une personnalité politique) était exacte (Consortium international des journalistes d'investigation, 2020).
- Impact sur les organisations impliquées dans la collaboration, concordant : Les comptes de réseaux sociaux des journalistes et des organisations impliqués dans le projet mexicain de vérification des faits Verificado ont enregistré "plus de 50 000 followers sur Twitter et Facebook dans les premiers jours du projet ; tous organiques, sans publicité payante. À la fin de Verificado, ces chiffres étaient passés à plus de 200 000 sur chaque plateforme, avec 10 000 abonnés à notre canal WhatsApp" (Trewinnard, 2018).
- Impact sur les organisations impliquées dans la collaboration, discordant : Un projet ne peut pas se poursuivre en raison de lois qui ont été adoptées à la suite de son travail, comme dans cet exemple : "Les organisations pro-transparence Access Info Europe et la Fundación Ciudadana Civio ont décidé de fermer indéfiniment Your Right to Know, un projet phare de la société civile qu'elles ont géré conjointement pour promouvoir la transparence institutionnelle en Espagne. La restriction par le [gouvernement] du droit d'accès aux informations, obligeant les citoyens à s'identifier à travers des systèmes complexes, comme le certificat numérique ou le DNI électronique et dans des dizaines de portails aux caractéristiques techniques différentes, a motivé cette décision " (El Confidencial, 2015).
- Impact sur les organisations extérieures à la collaboration (mais pas sur les institutions politiques), concordant : "Le 5 juillet, la police a lancé une série de raids en Italie, en Espagne et en Allemagne, arrêtant plus de trente personnes et saisissant de la cocaïne et de la marijuana. Ils ont confisqué au moins 5 millions d'euros d'actifs commerciaux, parmi lesquels deux restaurants huppés et un service d'import-export de voitures, à Barcelone ; une bijouterie de luxe, et une agence de football à Londres ; un concessionnaire automobile au Portugal, et deux autres concessionnaires dans le sud de l'Allemagne " (The Black Sea, 2017).
- Impact sur les organisations externes à la collaboration (mais pas les institutions politiques), discordant : "Nous avons eu quelques rapports anecdotiques après les Paradise Papers selon lesquels les professionnels du secteur offshore pensent à revoir la manière d'éviter une fuite majeure. Parfois, cette vigilance prend la forme

d'une sécurité informatique accrue" (Consortium international des journalistes d'investigation, 2018).

- Impact sur les conditions politiques (y compris les politiciens individuels et les institutions politiques), concordant : Le département des prisons de Philadelphie ajoute des interprètes après le reportage de [Resolve Philly] sur la façon dont les prisons ne fournissent pas de ressources adéquates aux personnes sourdes détenues dans leur système (Parker, 2019).
- Impact sur les conditions politiques (y compris les politiciens individuels et les institutions politiques), discordant : Un projet sur les migrants vietnamiens en Europe met au jour des atteintes aux droits humains et des trafics, mais les conclusions sont contredites par le gouvernement : "Dans une lettre adressée à la Chambre des représentants, le secrétaire d'État prétend que les mineurs vietnamiens utilisent les centres d'asile protégés comme des auberges. Toute personne qui lit le rapport sous-jacent y voit une approche défailante du trafic de migrants et de la traite des êtres humains" (Einashe, 2019).
- Impact sur les conditions sociales/culturelles, concordant : Une collaboration a produit une série de documentaires d'investigation sur la déforestation et le changement climatique, duquel elle dit : "Le documentaire a eu un impact qui a dépassé nos attentes. La communauté locale a commencé à se soucier du problème et à mieux comprendre ses causes et ses risques associés. Grâce à ce film, la pression exercée sur le gouvernement pour trouver des solutions était plus forte et plus clairement ciblée." (The Lookout Station, s.d.).
- Impact sur les conditions sociales/culturelles, discordant : Nous n'avons pas trouvé d'exemples pour cette catégorie mais on peut imaginer un projet qui aurait exposé les pratiques de personnes au pouvoir qui auraient ensuite puni une population vulnérable en représailles, ou qui aurait déplacé ce comportement vers un domaine social ou culturel différent qui aurait ensuite été lésé.
- Impact sur les conditions économiques, concordant : La collaboration des Paradise Papers a permis de rembourser des fonds qui avaient été volés : "Dans certains cas, comme en Lituanie, les Paradise Papers ont conduit au recouvrement d'impôts et de pénalités non payés, augmentant ainsi les recettes publiques" (Fitzgibbon, Alecci, Chavkin, & Boland-Rudder, 2018).
- L'impact sur les conditions économiques, discordant : Un projet (OpenSCHUFA, en Allemagne) a montré que l'algorithme qui détermine les scores de crédit des particuliers est injuste. Il l'a révélé en recueillant plus de 4 000 rapports de crédit auprès de personnes qui ont vu l'appel public à données d'OpenSCHUFA (en Allemagne, l'agence de crédit SCHUFA est légalement tenue de fournir gratuitement aux gens leurs rapports de crédit). En conséquence, SCHUFA a modifié le format de ces rapports de crédit gratuits pour qu'ils contiennent beaucoup moins de données qu'auparavant.
- Impact sur les conditions physiques, concordant : "L'initiative était à la fois un hackathon et un atelier visant à "aider les participants à rompre avec les conventions traditionnelles du journalisme et de la communication pour développer des moyens

radicalement nouveaux de partager le récit de la crise [des réfugiés européens]". L'équipe qui a conçu Ultimatum Refugium décrit le projet comme un "musée vivant" qui sera rempli d'installations narratives expérientielles liées à la crise des réfugiés. L'installation temporaire et modulaire est conçue pour voyager de ville en ville et occuper les espaces publics urbains dans les régions impactées par la crise " (Toporoff, 2016).

- Impact sur les conditions physiques. discordant : Nous n'avons pas trouvé d'exemples de ce type d'impact.

MATRICE DE L'IMPACT

(Domaine de l'impact x Valence de l'impact, exemples)

| | Concordant | Discordant |
|--|---|--|
| Impact sur les individus (mais PAS les politiciens) | Des citoyens participant à une campagne d'écriture de lettres ; un journaliste remportant un prix. | L'emprisonnement, l'intimidation ou le meurtre d'un journaliste (ou de sa famille) qui a travaillé sur un projet ; un nouveau programme de formation pour les avocats qui travaillent dans des paradis fiscaux afin de réduire leur responsabilité à la suite d'un projet ; des personnes vulnérables cibles de représailles pour un projet. |
| Impact sur les organisations impliquées dans la collaboration | Une organisation qui reçoit un prix, bénéficie d'une plus grande confiance de la part de sa communauté ou est plus suivie sur les réseaux sociaux grâce à un projet. | Un projet contraint de prendre fin en raison d'une loi qu'il a suscitée ; une organisation de journalisme poursuivie en justice à cause d'un projet. |
| Impact sur les organisations externes à la collaboration (mais PAS les institutions politiques) | Raids, saisies, audits et enquêtes dans des entreprises menant des opérations de contrebande illégale ou d'autres opérations ; organisations de journalisme externes bénéficiant d'une formation fournie par un projet ; apprentissage par d'autres organisations issu de pratiques collaboratives sur le terrain ; processus d'embauche et autres pratiques réévaluées après l'exposition de pratiques déloyales*. | Les organisations impliquées dans des malversations prennent des mesures pour se protéger après que des projets ont mis au jour des actes répréhensibles dans des organisations similaires |
| Impact sur les conditions politiques (y compris les politiciens individuels et les institutions politiques) | Renvois, enquêtes et autres conséquences pour les politiciens corrompus ; nouvelles politiques ou lois ; ajout de services là où ils faisaient défaut*. | Réaction négative contre des personnes ou des populations à la suite d'une enquête ; inaction. |
| Conditions sociales ou culturelles | Une meilleure prise de conscience d'un problème ou de la manière dont quelque chose fonctionne ; l'engagement de la communauté. | Une population vulnérable est punie en représailles pour les malversations révélées par un projet. |
| Conditions économiques | De l'argent est récupéré et/ou remboursé ; les systèmes affectant les conditions économiques des individus sont améliorés. | Différentes failles créées à la suite d'un projet ; moins de transparence à la suite d'un projet. |
| Conditions physiques | Structure éphémère qui attire l'attention sur une question ; développements positifs en termes de changement climatique ; améliorations de l'infrastructure, de la sécurité des travailleurs, etc. résultant d'un projet | Domages commis sur l'environnement physique de manière délibérée ou par mégarde à la suite d'un projet |

*Catégories d'impact les plus courantes (ou les plus couramment recensées)

Nous avons trouvé beaucoup plus d'impacts conformes aux objectifs d'un projet que d'impacts discordants. Si une organisation consacre du temps et des ressources à la documentation de l'impact, il est plus probable qu'elle mette en avant ceux qui étaient positifs et voulus que ceux qui étaient négatifs et involontaires. Par ailleurs, certains types d'impact sont très difficiles à suivre pour diverses raisons. Les impacts sur les conditions sociales ou culturelles ou dans les domaines économique et physique, qu'ils soient concordants ou discordants, prennent beaucoup de temps à se manifester et peuvent être le résultat d'une myriade de facteurs en plus du travail d'une collaboration transsectorielle. Les projets relatifs au changement climatique, par exemple, entrent dans cette catégorie. Les collaborations transsectorielles que nous avons analysées donnent lieu à d'excellents travaux de journalisme et de plaidoyer, mais il serait presque impossible d'attribuer un quelconque changement dans la réalité physique du changement climatique à un projet spécifique (une exception pourrait être un changement de politique climatique attribuable à un projet qui aurait ensuite un impact mesurable sur le climat physique).

Si certains impacts concordants sont difficiles à trouver et/ou à suivre, les impacts discordants le sont encore plus. La première raison à cela, mentionnée plus haut, est que les organisations sont moins susceptibles de rechercher ou de recenser les impacts qui étaient des conséquences négatives involontaires de leurs projets, surtout s'ils affectent les conditions sociales, économiques ou physiques (et surtout si les projets dépendent de subventions et veulent recevoir des financements similaires à l'avenir). Deuxièmement, de nombreux impacts discordants sont des représailles, perpétrées par le(s) acteur(s) ou institution(s) ciblé(s) par le projet en question ; il est peu probable que des représailles soient ouvertement exercées en réponse à un tel projet.

Enfin, pourquoi l'impact peut-il être nul ? Pourquoi, dans certains cas de collaboration transsectorielle, n'y a-t-il pas de changements conformes aux objectifs du projet ? Bien que nous n'ayons pas trouvé de nombreux exemples d'absence d'impact, nous proposons trois raisons pour lesquelles un projet ne parviendrait pas à produire le changement souhaité :

1. Les individus et les organisations étudiés sont trop puissants.
2. Le suivi n'est pas suffisant.
3. L'impact est trop éloigné (par exemple, le changement climatique).

Les circonstances dans lesquelles l'impact n'est pas atteint constitueraient certainement un domaine de recherche futur.

QUESTIONS D'ÉTHIQUE (NEUTRALITÉ VS. PLAIDOYER)

Très liée à la question d'impact est la tension, fréquente dans la collaboration transsectorielle, entre le journalisme impartial et "objectif" et le désir d'impact. En d'autres termes, bien qu'il ne s'agisse certainement pas d'un problème nouveau, la collaboration transsectorielle met en évidence la difficulté pour les journalistes "de concilier deux valeurs concurrentes : le détachement qu'ils estiment nécessaire pour adhérer à la norme d'objectivité, et l'idéal selon lequel leur journalisme devrait inciter le public à demander des comptes à ses dirigeants." (Coddington & Lewis, 6 janvier 2021).

En laissant de côté les problèmes inhérents à l'objectivité en soi (par exemple, Daston & Galison, 2007 ; Steinmetz, 2005) et dans le journalisme (par exemple, Epstein, 1973 ; Hallin, 1997), le problème demeure. En tant que recueil impartial des événements et des témoignages, le journalisme est inestimable ; les gens doivent avoir des faits s'ils veulent prendre des décisions rationnelles et être des participants informés à la démocratie (là où elle existe, et peut-être surtout là où elle n'existe pas). Par conséquent, l'imbrication du journalisme avec des organisations de plaidoyer ou des organisations ayant un agenda politique est intrinsèquement problématique (on pense aux arguments passés contre l'intégration des journalistes dans les troupes militaires ou dans un bus de campagne).

Les journalistes formés dans la tradition occidentale du journalisme objectif étaient beaucoup plus enclins, lors de nos entretiens, à parler de la nécessité pour les journalistes de rester impartiaux, de s'en tenir aux faits et de se contenter de publier le reportage. Cependant, ils participent à des collaborations transsectorielles au même rythme que leurs collègues du Sud global. Comment gèrent-ils cette tension ? Nous avons trouvé deux manières de faire :

1. Grâce à des pratiques spécifiques et des récits sur leur travail, les journalistes qui veulent paraître impartiaux ont trouvé des moyens de participer à des collaborations transsectorielles sans enfreindre leurs idéaux journalistiques.
2. Les journalistes qui insistent sur leur impartialité mais participent également à des collaborations transsectorielles sentent que les normes et les pratiques changent et repoussent activement les limites de la pratique acceptée, de sorte que leurs récits sur ce point de tension reflètent une position plus réfléchie.

Dans ce qui suit, nous explorons chacune de ces positions en examinant les déclarations de journalistes et d'acteurs de la société civile qui les expriment.

- 1. Grâce à des pratiques spécifiques et des récits sur leur travail, les journalistes qui veulent paraître impartiaux ont trouvé des moyens de participer à des collaborations transsectorielles sans enfreindre leurs idéaux journalistiques.**

Un journaliste danois tenait beaucoup à maintenir une démarcation entre les journalistes et leurs partenaires de la société civile, mais a trouvé des moyens de concevoir la collaboration transsectorielle et sa pratique qui ont permis la réussite de nombreux projets :

Je veux dire, je pense qu'il faut être très prudent en mélangeant les deux, n'est-ce pas ? Parce que sinon la crédibilité que vous avez en tant que média indépendant

d'investigation va disparaître. Et c'est sur cette base que l'on pourra faire ces collaborations. C'est similaire à la façon dont on travaille avec les journalistes locaux, en les considérant comme plus que de simples fixeurs. Je crois que s'il y a une sorte de compréhension et de confiance plus fortes, comment dire, alors on peut les utiliser comme bien plus qu'une simple source. Et nous l'avons fait à plusieurs reprises, nous avons fait des recherches avec des ONG où nous essayions juste de comprendre ce qui se passait. Mais nous n'utiliserions jamais l'ONG avec laquelle nous avons fait la recherche comme une source clé, ce serait une erreur de notre point de vue (Nymark, communication personnelle, 11 novembre 2021)²¹.

Le fait de maintenir des distinctions très claires dans leur esprit quant aux rôles que jouent les journalistes et les partenaires de la société civile aide certains journalistes :

Le truc, c'est que le plaidoyer n'est pas notre travail, n'est-ce pas ? Notre travail est d'expliquer les choses. Expliquer les choses, dévoiler les secrets. Et quand j'essaie d'écrire, je suis toujours, et je dis toujours aux gens avec qui je travaille, de ne pas dire aux gens ce qu'ils devraient penser de votre histoire. Racontez votre histoire, et laissez-les réfléchir, laissez les faits parler d'eux-mêmes (Baquero Iglesias, communication personnelle, 4 octobre, 2021).

Une collaboration transsectorielle basée aux États-Unis, appelée Climate Central, rassemble des chercheurs, des scientifiques et des journalistes spécialisés dans le domaine du climat. Sur son site, elle établit des protocoles clairs pour ses collaborations transsectorielles :

Comment cela fonctionne : Un média partenaire fournit des informations locales, y compris des reportages sur le terrain, des photographies et un peu de montage pour un sujet. Nous fournissons des données et des graphiques, ainsi qu'un journaliste scientifique et un responsable éditorial. Dans le cas d'un article, nous contribuons à l'élaboration d'un long format qui place le changement climatique dans son contexte approprié et précis.

Compromis : nos partenaires connaissent leur style et les communautés locales, les problèmes, les leaders et les personnages mieux que nous. Nous nous en remettons à nos partenaires pour la plupart des décisions éditoriales finales, mais nous insistons sur la précision scientifique et le contexte. Si nous ne parvenons pas à nous mettre d'accord sur les aspects scientifiques d'un sujet, nous convenons à l'avance d'interrompre le projet (Climate Central, s.d.).

Le journalisme d'investigation comporte un élément de plaidoyer inhérent et pourtant, en raison de ses méthodes et de ses objectifs, il relève davantage du journalisme que du militantisme. L'un des principes du journalisme de surveillance, ou d'investigation, est qu'il "transcende le monde banal de la politique dans le sens où l'on peut dire que la révélation de telles situations est dans l'intérêt général de la population" (Olesen, 2008, p. 248). De nombreuses organisations de notre étude l'affirment dans leur mission, comme celle-ci au Mexique : "Fifth Element Lab est une organisation indépendante à but non lucratif qui cherche à encourager et à réaliser des reportages d'investigation qui donnent du pouvoir

²¹ Entretien avec les autrices.

aux citoyens, renforcent la responsabilité et aident à construire une société plus juste et plus transparente" (Quintoelab.org/nosotros, 2021).

Bien que le journalisme d'investigation puisse ressembler pour certains à du plaidoyer, ceux qui y sont formés ont des méthodes et des pratiques spécifiques qui le distinguent. Paul Radu, journaliste d'investigation et cofondateur de l'OCCRP, explique ces différences :

Dans mon esprit, la différence entre l'activisme et le journalisme d'investigation est que l'activisme est motivé par, vous savez, une forme de mission. Et le reportage d'investigation, sa seule mission est d'informer le public et de le servir. Maintenant, on pourrait dire que les militants font la même chose, et c'est vrai. Mais dans mon esprit, le journalisme d'investigation sert un public plus large dans un monde polarisé avec des personnes de tous les côtés de la question et l'indépendance du journalisme d'investigation doit être préservée. Et ces limites doivent être respectées. Parce que si vous vous comportez de manière autonome, indépendante, vous serez en mesure de parler à beaucoup plus [de public] qu'un activiste (communication personnelle, 12 décembre 2021)²².

Radu a donné l'exemple du projet The Azerbaijani Laundromat, sur lequel il a travaillé avec Transparency International (TI), dans le cadre du Consortium mondial anti-corruption (GACC). Radu et son équipe avaient reçu les données qui constituaient la base de l'enquête, mais à aucun moment du projet ils n'ont partagé les données brutes avec TI. La raison est liée aux différences entre le journalisme et le militantisme :

Lorsque j'ai reçu cet ensemble de données, j'ai réalisé que cela pourrait être un bon projet GACC, dans le sens où nous avons déjà vu que c'était un problème systémique. Et TI pourrait faire beaucoup plus sur le front du plaidoyer, et de l'activisme, que nous en publiant simplement des articles. Nous nous sommes donc réunis à Berlin, et nous nous sommes assis pendant des heures à cette table, et nous avons discuté du projet, mais nous ne leur avons pas donné accès aux données durant ces premières rencontres, avant publication. Nous leur avons dit, dans l'ensemble, ce qu'il y avait dans les données, mais l'une des choses que vous voulez faire quand vous êtes un journaliste d'investigation est de protéger votre source. C'est l'un des piliers du journalisme d'investigation, vous ne devez jamais divulguer votre source. Nous avons partagé les données en ligne et avec TI lorsque le projet a été publié et les données ont été ajoutées à notre système de gestion aleph.

Avec les activistes, je pense que le but justifie parfois les moyens. Et ce n'est pas une mauvaise chose du tout, je ne dis pas ça. Mais, avec le reportage d'investigation, et c'est une grande, grande différence, vous ne révélez jamais votre source, n'est-ce pas ? Parce que vous voulez que d'autres personnes viennent vous voir et vous donnent des informations pour pouvoir faire votre travail. Dès que vous révélez votre source, vous êtes mort en tant que journaliste d'investigation (communication personnelle, 12 décembre 2021)²³.

²² Entretien avec les autrices.

²³ Entretien avec les autrices.

Camille Eiss, cheffe des partenariats mondiaux et de la politique de l'OCCRP, a évoqué une autre raison essentielle pour laquelle les journalistes doivent rester neutres :

Mais une priorité essentielle est certainement de s'assurer que l'indépendance éditoriale est maintenue, que les journalistes racontent des histoires qui sont principalement dans l'intérêt du public, et non déterminées par une campagne de plaidoyer. Il y a aussi une très haute priorité en termes de sécurité de nos partenaires et de nos collaborateurs dans le monde qui est étroitement liée à cette crédibilité (Eiss, 2021).

Le souci de la sécurité, pour les journalistes mais surtout pour les acteurs de la société civile qui pourraient travailler dans la communauté longtemps après le départ des journalistes, est une autre raison très importante pour laquelle les personnes impliquées dans la collaboration pourraient vouloir insister sur une séparation des deux domaines.

2. Les journalistes qui insistent sur leur impartialité mais participent également à des collaborations transsectorielles sentent que les normes et les pratiques changent et repoussent activement les limites de la pratique acceptée, de sorte que leurs récits sur ce point de tension reflètent une position plus réfléchie.

La responsable éditoriale en charge de l'impact Miriam Wells est une journaliste britannique au titre rare. Elle a longuement réfléchi à la tension entre la neutralité et la défense d'une cause, et a écrit publiquement à ce sujet (Wells, 2020). Elle repousse activement les limites des pratiques journalistiques acceptées, tout en faisant entendre les inquiétudes de ceux qui sont formés à l'objectivité.

En tant que journalistes, nous commençons toujours par une question et nous suivons les preuves pour trouver, peut-être pas la réponse, mais la situation, je veux dire, ce qui est là, ce qui est en face de nous et ce qui doit être dit. Alors qu'avec une campagne ou une ONG, c'est généralement l'inverse qui se produit (communication personnelle, 22 juin 2021 ; voir aussi Tofel, 2013)²⁴.

Cependant, comme nous l'avons déjà dit, lorsque le journalisme d'investigation s'attaque à la corruption et à d'autres comportements criminels, il est difficile d'affirmer que le journalisme est totalement neutre sur le plan normatif (Koch, 2018 ; Olesen, 2008 p. 248). Wells a évoqué cette tension :

Je pense qu'il est malhonnête de dire que les [journalistes] n'ont pas du tout d'agenda. Évidemment, nous avons un objectif de justice. Nous avons un objectif de vérité. Mais nous n'avons pas d'agenda politique. Nous n'avons pas d'agenda d'entreprise. Encore une fois, c'est sujet à débat. On pourrait dire que croire aux droits humains est un programme politique, n'est-ce pas ? Et je dirais que c'est une zone beaucoup plus grise que ce que beaucoup de journalistes aimeraient probablement penser (communication personnelle, 22 juin 2021)²⁵.

²⁴ Entretien avec les autrices.

²⁵ Entretien avec les autrices.

Puis, il y a les participants à la collaboration transsectorielle qui ne ressentent aucune tension ou ne voient aucun problème à ce que le journalisme et la société civile travaillent ensemble. Un exemple vient d'un projet intitulé "The Consortium to Promote Human Rights, Civic Freedoms and Media Development (CHARM)", basé en Afrique subsaharienne et financé par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement. Dans l'un des rapports de CHARM (2021, p. 3), on peut ainsi lire que le consortium croit en la collaboration transsectorielle :

Les journalistes seuls ne peuvent pas sauver le journalisme, et les militants de la société civile et les défenseurs des droits humains seuls ne peuvent pas défendre l'espace civil. C'est pourquoi les coalitions multipartites, ainsi que les réseaux régionaux et internationaux, constituent une voie essentielle pour identifier et apporter des solutions aux défis complexes auxquels sont confrontés les systèmes de médias et la société civile. Les coalitions peuvent offrir aux médias et à la société civile la possibilité de travailler de manière plus stratégique et coordonnée sur des problématiques pertinentes, et de susciter la volonté politique nécessaire pour maintenir le progrès.

Dans ce qui suit, nous examinons à la fois ce qui fonctionne dans les collaborations transsectorielles réussies et les points de vigilances courants.

LES AVANTAGES DE LA COLLABORATION TRANSSECTORIELLE

Jusqu'à présent, nous avons discuté de ce à quoi ressemblent les collaborations transsectorielles et des différentes perceptions de leur pratique. Nous allons maintenant aborder les raisons pour lesquelles les organisations s'engagent dans ce type de collaboration, selon les personnes avec lesquelles nous nous sommes entretenus ; en d'autres termes, quels sont les avantages de la collaboration transsectorielle ?

Avantage n°1 : Les producteurs d'information ne peuvent plus compter sur le fait que leur contenu sera visible sur les canaux traditionnels ; la collaboration permet de donner au contenu de nouvelles incarnations (c'est-à-dire du texte, de la vidéo, des graphiques, etc) et d'élargir son rayonnement

À ce stade, il est bien établi que la collaboration, qu'elle soit transsectorielle ou journalistique, augmente le rayonnement des contenus (par exemple, Ng, 2021). En outre, si un organisme de journalisme collabore avec une organisation de civic tech, d'art ou de visualisation de données qui transforme son texte en un format supplémentaire, il peut potentiellement attirer un public plus large. Plusieurs de nos interlocuteurs, tant du côté du journalisme que des OSC, ont parlé de l'utilisation des outils de l'autre pour trouver un public plus large. Bronwen Robertson, cofondatrice de l'OSC Data4Change, mérite ici d'être citée en détail :

Nous avons créé Data4Change parce que nous avons réalisé qu'un grand nombre d'organisations de la société civile/de défense des droits humains produisaient un travail très, très important, puis l'enfermaient dans des rapports PDF de 50 pages envoyés aux donateurs ou à des publics de niche. Ces rapports contenaient des informations essentielles qui n'arrivaient pas là où elles auraient un impact, en particulier pour des choses comme le changement de comportement ou institutionnel. Nous voulions donc trouver des moyens de travailler avec des créatifs, main dans la main avec les organisations de défense des droits humains, pour débloquent ces informations et les communiquer de manière à ce que les gens se lèvent et les remarquent (communication personnelle, 18 novembre 2021)²⁶.

L'élan qui les a poussés à fonder Data4Change résume ce que de nombreux journalistes nous ont également dit : le travail des OSC est si important, mais il est généralement destiné à un public très restreint et spécifique. C'est également ce que dit *Animal Politico*, une organisation journalistique basée au Mexique :

Au Mexique, il était courant que le seul moyen dont disposaient les [organisations de la société civile] pour faire connaître leurs activités étaient d'organiser une conférence de presse, à faire appel à des journalistes pour y assister et à publier un texte. Et la plupart du temps, cette couverture ressemblait à de très, très petites notes perdues dans le journal parce que c'était présenté comme, "Oui, et bien, les citoyens disent quelque chose". Alors quand *Animal Politico* a ouvert cet espace

²⁶ Entretien avec les autrices.

(Plumaje), c'était le premier média dans lequel la société civile pouvait réellement publier ce sur quoi elle travaillait avec ses propres mots, pas comme un article d'opinion, pas parce qu'un journaliste l'avait écrit, mais avec ses propres mots. Cette pratique nous permet donc d'avoir une bonne relation avec les ONG. Et cela fait partie de notre façon de travailler afin de mieux collaborer (Montalvo, communication personnelle, 13 mai 2021)²⁷.

Peut-être parce que l'augmentation de la portée des contenus est un avantage si évident, la plupart des gens n'ont pas passé beaucoup de temps à en discuter en détail, mais d'autres déclarations étaient très similaires. Parmi les phrases que nous avons entendues, citons : "[les autres partenaires] ont aussi simplement les moyens de faire rayonner des sujets qui sont importants pour nous " (Jach, communication personnelle, 28 avril 2021) ; "si on veut qu'[un article] fasse du bruit et atteigne les publics qu'il devrait atteindre, nous voyons de plus en plus qu'il faut avoir une approche collaborative, surtout au niveau international " (Michel, communication personnelle, 1er octobre 2021) ; et "une autre raison pour laquelle [nous nouons des partenariats] est d'augmenter la portée des contenus, d'obtenir une plus grande visibilité " (Kayser-Bril, communication personnelle, 20 juillet 2021)²⁸.

Encore une fois, l'augmentation de la portée des contenus est étroitement lié à la capacité de raconter une histoire de plusieurs façons différentes. Un dernier exemple nous vient de The Lookout Station, une OSC et un projet de l'Institut européen de la Forêt. "Nous devons éliminer toutes les barrières et trouver les processus qui encouragent la science et le journalisme à travailler ensemble", peut-on lire sur une bannière de leur site Web. Basée en Finlande, l'organisation a réalisé au moins six projets en partenariat avec des journalistes et d'autres organisations pour utiliser la visualisation de données, principalement la réalité virtuelle (RV), afin de raconter le changement climatique. La réalisatrice et productrice d'un reportage sur la disparition des oasis au Maroc, Viktorija Mickute, a déclaré ceci :

Grâce à l'aide de nos partenaires, nos films en VR sont largement diffusés dans le monde entier et recueillent des millions de vues. Nous pensons qu'il est important de rendre les travaux de RV aussi accessibles que possible à tout le monde, qu'ils aient un casque de RV ou seulement un smartphone. Ainsi, le sujet atteint autant d'yeux et d'oreilles que possible. L'impact des vues est également très important. Nous avons montré Forced to Flee, notre film en RV sur les réfugiés rohingyas, à quelques membres du Conseil de sécurité de l'ONU. Après la projection, Amnesty International leur a présenté une liste de recommandations sur la manière de répondre à la crise des réfugiés rohingyas (Mickute, s.d.).

Les partenariats de Lookout Station montrent également l'avantage de faire appel à des personnes possédant des compétences spécialisées, ce qui constitue un autre élan pour la collaboration transsectorielle.

²⁷ Entretien avec les autrices.

²⁸ Entretiens avec les autrices.

Avantage n°2 : Les contraintes de ressources auxquelles sont confrontées les rédactions, couplées avec la nature de plus en plus complexe des reportages d'investigation, nécessitent des compétences spécialisées et des ressources humaines supplémentaires.

Une autre raison entendue à maintes reprises pour laquelle les organisations choisissent de participer à des collaborations transsectorielles est que les autres parties prenantes apportent des compétences spécialisées, de la main-d'œuvre et/ou des ressources que leur organisation seule ne possédait pas. En d'autres termes, sans le partenariat, le reportage n'aurait pas été possible ou aurait été de moindre qualité. Ceci est lié mais différent de l'avantage d'une plus grande portée des contenus. Le journaliste Casey Michel a énuméré les avantages qu'il voyait dans la collaboration transsectorielle, tant en termes de rayonnement que de ressources :

Je ne saurais trop insister sur les possibilités offertes par la collaboration. Les éléments de la société civile disposent clairement d'expertise et de ressources de leur côté. Et comme nous l'avons vu, de plus en plus, ils ont leurs propres équipes graphiques, leurs propres équipes numériques, ils ont leur propre capacité à produire de la recherche originale qui n'est pas horrible d'un point de vue visuel. Vous savez, ils ont ce que nous avons traditionnellement associé au jeune journalisme numérique, c'est-à-dire une production de haute qualité qui amplifie leur travail, qui atteint beaucoup plus de nouveaux publics. Et ceux-là sont des lecteurs supplémentaires qu'on aimerait atteindre et faire revenir pour toujours plus de contenus. Alors, on parcourt la liste de tous ces avantages qui découlent du travail ou de la collaboration avec les éléments de la société civile (communication personnelle, 1er octobre 2021)²⁹.

La responsable éditoriale en charge de l'impact du Bureau for Investigative Journalism, Miriam Wells, a parlé d'un de leurs projets, sur la déforestation au Brésil. L'OSC, Greenpeace, a apporté des ressources que le Bureau n'aurait pas été en mesure de mobiliser s'il avait réalisé le reportage seul, notamment des drones pour survoler les zones déboisées et des bases de données coûteuses qui lui ont permis de replacer le reportage dans son contexte (Wells, communication personnelle, 22 juin 2021). Pour un autre reportage sur les hausses de prix de l'oxygène médical en Afrique, Wells a parlé des précieuses connaissances sur le terrain fournies par les OSC :

Les journalistes ont donné des informations sur le marché, comme ce qui était facturé dans différents pays par les entreprises pour les bouteilles d'oxygène et les majorations de prix, le genre d'informations que les OSC ne peuvent pas obtenir ; ils ont trouvé très difficile d'obtenir ces informations. Et c'était un excellent exemple... Vous savez, dans toutes ces questions, il y a des types de choses que les journalistes peuvent faire que les ONG ne peuvent pas nécessairement faire, et vice versa (communication personnelle, 22 juin 2021)³⁰.

²⁹ Entretien avec les autrices.

³⁰ Entretien avec les autrices.

De même, les spécialistes des organisations de la société civile peuvent aider les journalistes à donner du sens à des questions de plus en plus techniques :

Je veux dire, je peux être un journaliste politique et analyser le processus législatif et le lobbying et tout le reste. Et je connais mes FOIA, mais cela ne signifie pas nécessairement que je peux comprendre les questions techniques sous-jacentes qui sont en jeu, donc j'ai besoin de quelqu'un qui fait cela. Et c'est la même chose avec l'administration... Les documents ne sont pas stockés sous la forme d'un bon vieux PDF. Ils sont stockés sous la forme de bases de données ou de bases de données relationnelles. Je ne peux pas faire ça toute seul (Alfter, communication personnelle, 9 juin 2021)³¹.

Pankaj Mishra, cofondateur de l'agence indienne de journalisme d'investigation *Factor Daily*, a parlé de reportages qu'ils ont réalisés et qui n'auraient pas été possibles sans un partenariat avec des organisations de la société civile :

Nous sommes des journalistes. Souvent, nous n'avons pas l'expertise sectorielle nécessaire pour comprendre un sujet. Et la façon dont nous abordons ce problème est, par exemple, dans ce cas, nous nous sommes associés à une organisation de terrain, une ONG appelée Toxic Links. Toxic Links travaille dans le domaine de la gestion des déchets. Ils ont les pieds, les yeux et les oreilles sur le terrain. Nous avons donc passé des mois avec eux à essayer de comprendre la question [des déchets numériques], à essayer d'accéder à des personnes qui en savent plus (communication personnelle, 4 juin 2021)³².

Nous avons entendu des dizaines d'autres exemples de ce type sur les avantages des ressources et de l'expertise supplémentaires dans la collaboration transsectorielle. Une dernière citation à souligner : ce n'est pas seulement l'expertise des OSC qui est recherchée par les journalistes. Les acteurs de la société civile reconnaissent depuis longtemps les compétences narratives et l'expertise que les journalistes peuvent apporter à leur travail :

Nous [les journalistes] avons travaillé avec la société civile et avec les universités pour voir si leurs analyses pouvaient être mieux communiquées aux gens grâce au journalisme, aux histoires, aux différents témoignages, aux graphiques, aux spécialisations, à la vidéo, etc. Nous faisons cela, je pense, depuis trois ou quatre ans maintenant ; nous travaillons, par exemple, avec El Colegio de Mexico (Montalvo, communication personnelle, 13 mai 2021)³³.

Avantage n°3 : Le journalisme d'investigation a de plus en plus envie d'avoir un impact, ce que la collaboration transsectorielle rend plus probable.

Comme nous l'avons vu tout au long du rapport, les collaborations transsectorielles étudiées ici sont nées non seulement de la nécessité mais aussi du désir d'avoir un impact, tant de la part des OSC que des journalistes. Bien que tous les journalistes ne soient pas à l'aise avec cela ou ne l'admettent pas, leur travail d'investigation a presque toujours une dimension normative. De même, les acteurs de la société civile reconnaissent l'importance d'un

³¹ Entretien avec les autrices.

³² Entretien avec les autrices.

³³ Entretien avec les autrices.

journalisme qui fournit des informations dignes de confiance et crédibles. L'un des membres d'une ONG que nous avons interrogés a bien saisi cet équilibre délicat :

Quel est le juste équilibre pour les défenseurs et les activistes qui reconnaissent que les journalistes jouent un rôle crucial à travers leurs enquêtes et leurs reportages, tout en étant conscients du fait que les reportages en eux-mêmes ne suffisent pas à provoquer un changement social et à avoir un impact ?

Bien qu'il ne fasse aucun doute que les journalistes doivent être soutenus de manière générale, il est utile de s'interroger sur la manière dont nous pourrions renforcer l'écosystème dans lequel les journalistes opèrent, afin de faire le lien entre le reportage et l'action nécessaire pour changer le monde. Évidemment, cela soulève des questions du point de vue du code de déontologie sur le bon niveau de proximité entre le reportage et les valeurs sous-jacentes auxquelles un journaliste adhère lorsqu'il choisit un sujet à traiter (Tonn, communication personnelle, 13 avril 2021)³⁴.

Dans notre enquête, 76 répondants (55 %) ont déclaré que leur organisation suivait l'impact des collaborations transsectorielles de plusieurs manières, notamment par des indicateurs en ligne, le suivi des changements de politique, des retours qualitatifs tels que les mentions dans la presse, ainsi que des retours anecdotiques et personnels. La plupart des répondants (N=100, 73 %) ont déclaré que le suivi de l'impact était important pour leur organisation. Cependant, comme nous le savons grâce à d'autres études sur le journalisme collaboratif (par exemple, Graves et Shabbir, 2019), le suivi de l'impact reste encore un art plus qu'une science. Même pour les organisations qui doivent suivre de près l'impact pour obtenir des subventions ou d'autres financements, il est très difficile de connaître toute l'étendue des effets d'un projet, surtout lorsque les sujets et les organisations sont répartis dans plusieurs pays, voire continents.

En outre, il semble clair que certaines des collaborations que nous avons cataloguées ici ont une importance qui va au-delà du contenu qu'elles ont produit ou même du changement de politique qu'elles ont provoqué ; elles "vont au-delà du changement de politique publique pour préconiser et susciter des changements dans les bases institutionnelles et les principes fondateurs des interactions internationales" (Keck & Sikkink, 1999, p. 89). Un exemple est un projet de Data4Change dans lequel l'organisation a travaillé avec des réfugiés syriens sur la question du mariage précoce et des enfants. L'un des premiers enseignements tirés des données recueillies par l'ONG sur le terrain était que les filles destinées à être mariées avaient des aspirations pour leur avenir qui étaient totalement inconnues de leurs parents, en particulier de leurs pères, qui prenaient la décision finale sur ces questions. Data4Change s'est associé à des journalistes pour organiser un concours de nouvelles pour les filles, dans lequel leur principal responsable légal (c'est-à-dire leur père) devait signer leur nouvelle avant qu'elle ne soit soumise. En partageant les histoires avec leurs pères, les filles ont pu démarrer des conversations sur leur avenir qui n'auraient probablement pas eu lieu autrement (Robertson, communication personnelle, 18 novembre 2021)³⁵.

D'autre part, et peut-être plus couramment, l'impact découle d'une enquête journalistique suivie d'une campagne de plaidoyer, au cours de laquelle toutes les parties prenantes

³⁴ Entretien avec les autrices.

³⁵ Entretien avec les autrices.

travaillent ensemble vers un objectif commun. L'Institute for War and Peace Reporting a suivi ce modèle au Nigeria, où "le reportage d'investigation a mis en lumière les effets de l'incarcération prolongée dans trois grandes prisons du pays [...] et a attiré des défenseurs des droits humains qui ont demandé au gouvernement de prendre des mesures" (IWPR, 18 juillet 2019). Peu de temps après, huit personnes ont été libérées. De même, l'Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP) a travaillé avec Transparency International (TI) pour la publication de son projet The Azerbaijani Laundromat, où l'OCCRP a remis ses conclusions à TI juste avant qu'elles ne soient rendues publiques, ce qui a permis à TI d'être "aux portes du Conseil de l'Europe pour pousser à l'action, à l'action officielle", se souvient Camille Eiss, cheffe des partenariats mondiaux et des politiques de l'OCCRP. "Nous avons vu un impact immédiat en termes de démissions officielles et une enquête officielle a été lancée" (Eiss, 2021).

LES FACTEURS COMMUNS DES COLLABORATIONS TRANSSECTORIELLES RÉUSSIES

À quoi ressemble une collaboration transsectorielle réussie et quels sont les facteurs de succès ? Nous avons identifié quelques caractéristiques communes à certains des partenariats les plus réussis. Dans certains cas, les personnes interrogées nous ont dit directement ce qui, selon elles, avait contribué au succès ; dans d'autres, nous nous sommes basés sur de la recherche documentaire ou avons synthétisé les résultats de nos autres sources de données.

L'importance du suivi

Le succès d'une collaboration transsectorielle est souvent synonyme d'impact tangible : un changement de politique, la fin d'une certaine pratique et/ou l'application de la justice. Plusieurs de nos interlocuteurs ont déclaré que pour avoir un impact quelconque, il faut assurer un suivi continu après qu'un projet a été rendu public. Il peut s'agir d'un organe de presse qui continue à publier sur une question ou d'une organisation de plaidoyer qui fait vivre un débat dans les allées du pouvoir. Comme l'explique l'organisation européenne à but non lucratif Civitates (9 décembre 2021) : "Pour faire pression sur une question donnée, il peut être très efficace qu'une ONG ou une OSC porte l'affaire devant les tribunaux. Nous communiquons ensuite sur cette affaire si le gouvernement refuse de la rendre publique. En même temps, nous mettons en lumière les procédures judiciaires contre les ONG et les militants."

Une étude de Christopher Hird (2018), ancien du Bureau of Investigative Journalism, s'est penchée sur quatre projets ayant eu un impact notable, et a identifié le suivi soutenu comme l'un des éléments de succès les plus importants (voir aussi Alfter, 2021). En particulier à l'ère du numérique, alors que les problématiques arrivent et repartent aussi rapidement du radar du public, une attention persistante sur un enjeu de la part des journalistes et/ou de la société civile est nécessaire.

Un exemple récent de projet ayant fait l'objet d'une campagne de suivi très active est la série The Azerbaijani Laundromat, du Consortium mondial anti-corruption (un partenariat entre

l'OCCRP et TI). Transparency International (05 sept. 2017) a été transparente sur les moyens par lesquels elle maintiendrait la pression sur les différentes personnalités au pouvoir qui ont été impliquées dans les conclusions. Parmi ces moyens :

- Mener une campagne de rédaction et d'envoi de lettres.
- Présenter des preuves à un groupe d'enquête spécial et demander une enquête complète
- Envoyer un dossier décrivant les conclusions aux pays concernés
- Demander publiquement à des pays spécifiques d'enquêter sur les pratiques malhonnêtes
- Plaider en faveur de mesures de transparence accrues dans les pays laxistes.

La confiance et le respect entre partenaires

La confiance entre les participants est vitale. Dans de nombreux cas de collaborations réussies, nous avons constaté que les partenariats étaient fondés sur la confiance, ou que la confiance était rapidement établie entre les nouveaux collaborateurs. Pour les journalistes, la confiance était essentielle car ils avaient besoin de savoir que les informations qu'ils obtenaient de leurs partenaires de la société civile étaient fiables et véridiques. Une personne interrogée en a parlé explicitement : "Je pense que le défi le plus important pour nous est de créer la confiance entre l'organisation [Code for Africa] et les médias, car ces derniers veulent conserver leur indépendance éditoriale. Ils ne veulent pas que des parties extérieures déterminent la façon dont ils racontent les histoires. Ou du moins, ils ne veulent pas que d'autres personnes influencent leurs objectifs. Nous essayons donc toujours de nous concentrer sur la méthodologie plutôt que sur le contenu. De cette façon, nous renforçons la relation de confiance avec les partenaires" (Ottaviani, communication personnelle, 13 mai 2021)³⁶.

A contrario, une personne interrogée a parlé d'une collaboration qui a échoué : elle s'était montrée très intéressée par la poursuite d'une enquête sur la base d'informations provenant d'un partenaire de la société civile, avant de découvrir, après avoir investi du temps et des ressources précieux, que les informations initiales avaient été fabriquées. Elle n'a plus jamais travaillé avec cette organisation (Sentek, communication personnelle, 13 mai 2021)³⁷.

La confiance est particulièrement importante dans la collaboration transsectorielle pour plusieurs raisons. Premièrement, la collaboration se fait souvent entre des organisations qui n'ont pas l'habitude de travailler ensemble, en partie parce qu'elles ont l'impression d'avoir des objectifs différents, voire contradictoires. Deuxièmement, la nature du contenu sur lequel portent ces collaborations est souvent très sensible, au point que la vie des participants peut être en jeu. Il est clair qu'il doit y avoir dans ces cas une confiance mutuelle dans le fait que chacun agira de manière responsable et respectueuse envers les autres. Enfin, la confiance facilite les relations à long terme qui peuvent durer sur de nombreux projets, ce qui permet aux collaborateurs d'économiser du temps et des ressources au fil du temps en n'ayant pas à toujours trouver de nouveaux partenaires ou à établir des bases de travail (Alfter, 2018 ; Schiffrin, 2017).

³⁶ Entretien avec les autrices.

³⁷ Entretien avec les autrices.

Choisir ses partenaires et structurer les relations avec intention

Les collaborations les plus réussies sont intentionnelles et systématiques dans le choix des partenaires, au-delà des relations existantes ou du hasard. L'une des personnes interrogées a parlé de son approche de la gestion de la collaboration, en soulignant l'intentionnalité avec laquelle il constitue une équipe :

[Nous] identifions les parties prenantes qui peuvent s'entendre, mais qui ne sont pas en concurrence directe les unes avec les autres, et nous essayons généralement d'avoir un nombre impair. Donc trois collaborateurs au minimum, parce qu'ainsi nous obtenons une diversité d'opinions, une diversité d'expériences. Et nous ne pouvons pas, en quelque sorte, avoir de divisions lorsqu'il s'agit d'établir le projet. Une fois que nous avons identifié ce groupe central, nous procédons à une planification plus poussée et identifions les autres types de parties prenantes. Et encore une fois, il faut s'assurer qu'il y a une diversité d'expériences et de formats (Bell, communication personnelle, 7 octobre 2021)³⁸.

Dans sa recherche sur la pratique du journalisme collaboratif, Alfter (2018) fait des constats similaires, en soulignant, outre la diversité, la confiance, l'expérience et l'importance de l'implantation géographique des personnes. Chez AJ+, la branche d'Al Jazeera spécialisée dans les réseaux sociaux et le storytelling numérique, le partage de valeurs communes est important dans le choix des partenaires :

La première chose pour nous est d'être associés à des organisations qui, selon nous, partagent les mêmes valeurs. AJ+ est très liée aux valeurs d'Al Jazeera, qui est de donner la parole aux sans-voix, et en particulier pour AJ+, nous sommes une chaîne numérique qui défend la justice sociale. Alors, honnêtement, nous recevons donc beaucoup de demandes d'ONG, vous savez, ou d'organisations de la société civile pour collaborer avec nous. [...] Parce que si nous ne partageons pas de valeurs, alors nous ne trouverons pas de terrain d'entente pour collaborer, n'est-ce pas ? (Larrea, communication personnelle, 4 octobre 2021)³⁹

Bronwen Robertson, cofondatrice de Data4Change, nous a donné un contre-exemple sur la question des valeurs partagées mais qui met en lumière l'importance de la structuration du travail :

Nous parlons d'organisation minutieuse des moments de conflit. Ainsi, si vous avez un groupe de personnes qui pensent toutes de la même manière, qui ont toutes la même formation et qui travaillent ensemble sur un projet, elles renforceront toutes leurs convictions et suivront la voie que l'une d'entre elles aurait empruntée si elle avait travaillé seule. Mais lorsque vous ajoutez à cela des personnes qui ont peut-être des tendances politiques différentes, une sexualité ou une orientation de genre différente, une religion différente, des croyances différentes, des pays différents, des formations différentes, des compétences différentes, des manières de travailler différentes, cela devient très chaotique.

³⁸ Entretien avec les autrices.

³⁹ Entretien avec les autrices.

Alors, nous avons tendance à avoir beaucoup de cadres très strictes pour la co-création, n'est-ce pas ? Cela implique beaucoup d'éléments inconnus. Et si vous n'avez pas une structure et une sorte de chemin à suivre, établissant, par exemple, "Voici les étapes que nous devons prendre pour avancer," ce serait très conflictuel. Et si vous n'avez pas cela, alors vous êtes dans l'autocongratulation et vous mettez en place quelque chose qui est probablement bien, mais qui n'est pas extraordinaire (communication personnelle, 18 novembre 2021).

LES POINTS DE VIGILANCE COMMUNS

Un financeur envahissant

Une poignée de personnes interrogées nous ont parlé de cas où un bailleur de fonds d'une collaboration s'était impliqué dans le travail au point de rendre le projet moins fructueux. Elles ont parlé, lorsque cela est possible de ne pas accepter de fonds de la part de certains financeurs connus pour leur implication excessive, tout en reconnaissant que le fait de pouvoir choisir de qui recevoir de l'argent est un luxe que peu d'organisations peuvent se permettre.

L'incapacité à sécuriser des financements à long-terme/à devenir autosuffisant

Bien sûr, si le fait de devoir travailler avec un financeur trop impliqué est la différence entre un projet qui mort-né et un projet qui perdure, la plupart choisiront de travailler avec le bailleur en question. De nombreux projets n'ont même pas le luxe d'avoir ce choix, car ils n'ont pas réussi à obtenir un financement durable après le premier tour. C'était le cas de quelques projets que nous avons examinés, tous arrivés à la fin de leur subvention initiale ou en voie de l'être, et qui ne savaient pas s'ils allaient pouvoir continuer parce qu'ils n'avaient pas encore obtenu de financement supplémentaire. C'est une réalité regrettable dans un domaine où tant d'organisations font un travail important et de qualité et dépendent d'une réserve limitée de ressources philanthropiques. L'idéal serait qu'un projet dispose d'une personne dédiée au développement, de plusieurs donateurs prêts à apporter leur aide et/ou d'un contrat de fonctionnement pluriannuel.

Différences de cultures de travail entre organisations journalistiques et OSC

Nous avons observé les mêmes différences de culture organisationnelle dans plusieurs des collaborations que nous avons étudiées, notamment entre la structure rigide et le rythme rapide du travail journalistique, la structure relativement souple et le rythme plus fluide des organisations de civic tech, et les délais beaucoup plus longs des partenaires universitaires, à l'autre extrême. L'une des personnes interrogées a souligné cette différence lorsqu'elle a expliqué comment son chef de projet avait fait la médiation entre les différences de cultures de travail entre les journalistes et les partenaires civic-tech :

Je pense qu'il est très bénéfique d'avoir une personne qui connaît exactement les besoins des journalistes et qui peut être sensible à leur temps et à leur implication, et canaliser l'information. [...] Parce que je pense que la façon dont la civic-tech

fonctionne implique beaucoup de discussions, beaucoup d'échanges et cela prend souvent beaucoup de temps en raison de l'absence de hiérarchie. Donc je pense que vu le peu de temps que les journalistes ont pour leurs articles, c'est bien d'avoir cette personne "filtre" et qui prend la moëlle de nos discussions et oui, la traduit en une question compréhensible pour les journalistes (Jach, communication personnelle, 28 avril 2021)⁴⁰.

Les différences de cultures s'étendent aux inquiétudes de chaque partie lorsqu'elle s'engage dans une collaboration transsectorielle :

Alors que la profession de journaliste reste préoccupée par le maintien de l'intégrité éditoriale, les ONG opérationnelles dans tout partenariat médiatique potentiel sont préoccupées par des questions allant de la sécurité du personnel à la préservation de l'accès humanitaire. Bien après qu'une collaboration ait donné lieu à un reportage, les ONG doivent continuer à travailler sur le terrain. Si l'on a l'impression qu'un groupe aide une partie du conflit ou l'autre, la vie du personnel, en particulier des ressortissants nationaux, peut être mise en danger, ainsi que celle de leurs bénéficiaires. De même, un message erroné dans un reportage peut avoir des conséquences désastreuses pour la bienveillance que les ONG s'efforcent d'inspirer, et sur laquelle elles comptent, dans une communauté et auprès des autorités locales (Abbot, 2009).

Cette tension peut être atténuée par la présence d'un responsable de la collaboration chargé de servir de médiateur entre les organisations, comme nous l'avons vu plus haut, ainsi que par la définition de rôles et d'attentes clairs dès le départ.

QUELQUES PISTES POUR APPROFONDIR LA RÉFLEXION

La collaboration transsectorielle que nous avons analysée ici est un indicateur supplémentaire de l'acceptation du partenariat comme l'une des pierres angulaires du journalisme tel qu'il est pratiqué aujourd'hui ; ignorer les frontières et incorporer une diversité de voix toujours plus grande, souvent avec un budget restreint, en sont d'autres. La collaboration transsectorielle représente également une réorientation de la façon dont les universitaires ont appris à penser la relation entre le journalisme et les organisations de la société civile, loin d'une relation dichotomique et antagoniste vers une orientation plus holistique et écosystémique qui voit les démocraties modernes comme des "sociétés en mouvement" dans lesquelles les OSC et les organisations journalistiques peuvent être symbiotiques (Olesen, 2008).

Nous avons observé, au cours de nos recherches, de nombreuses couches de liens entre les personnes que nous avons interrogées, leurs organisations et de nombreuses associations de deuxième et troisième niveaux qui, ensemble, forment de larges réseaux idéologiques d'acteurs connectés par-delà les frontières, voire les continents, et qui font tous

⁴⁰ Entretien avec les autrices.

pression dans la même direction sur un sujet donné. Si l'arc de l'univers moral tend vers la justice, comme on dit, c'est au moins en partie grâce au travail progressif, de longue haleine et parfois presque imperceptible de ces réseaux.

Dans toute étude comme celle-ci, il existe plusieurs réflexions et questions intéressantes qui dépassent le cadre du projet mais qui méritent suivi. Les sujets qui méritent une recherche future comprennent :

- Un projet similaire dédié à l'Asie et au Moyen-Orient

En montant une équipe de recherche qui parle les principaux dialectes des pays d'Asie et du Moyen-Orient susceptibles d'avoir des organisations qui participent à des collaborations transsectorielles, étendre l'étude à ces régions du monde, afin d'approfondir notre compréhension de ce type de collaborations et tester les hypothèses présentées ici.

1. Examiner de plus près les collaborations des 778 entités qui n'ont établi qu'un seul partenariat : qu'est-ce qui a fonctionné, qu'est-ce qui n'a pas fonctionné, et prévoient-elles de collaborer à l'avenir ?
2. Trouver et analyser davantage de projets qui n'ont pas abouti ; pourquoi, et quelles leçons peut-on en tirer ? Ou bien, faire une étude comparative de collaborations transsectorielles comparables, réussies ou non, en examinant spécifiquement la structure de ces partenariats en termes de gestion, de financement, de méthode de travail, etc.
3. À quoi ressemble la diligence raisonnable lors du recrutement de partenaires ? Existe-t-il une formule pour déterminer les types d'organisations qui travailleront le mieux ensemble ?
4. Examiner de plus près la corrélation entre le financement et à la fois l'orientation des collaborations transsectorielles et les organisations impliquées.
5. Examiner la fréquence de la participation aux collaborations transsectorielles en fonction du type d'organe de presse (à but lucratif, à but non lucratif, etc.). Y a-t-il une corrélation entre le modèle économique et la collaboration transsectorielle ?
6. Examiner de plus près les circonstances dans lesquelles l'impact n'est pas atteint. Pourquoi ? Quels types de projets sont les plus susceptibles d'avoir l'impact concordant escompté ?

ANNEXE A

Méthodologie

Analyse du terrain

La première étape a consisté en une analyse globale du terrain afin d'identifier les collaborations transsectorielles existantes, récemment terminées et naissantes. Sameer Padania a dirigé cette recherche ; il a commencé par rechercher les bases de données des bailleurs de fonds et d'autres sources, en utilisant la méthode "boule de neige" (Voicu & Babonea, 1997) ; au total, il a répertorié près de 100 projets. Les 155 projets que nous avons fini par identifier ne sont qu'un pourcentage du nombre total de collaborations transsectorielles actuellement actives ou récemment terminées.

Nous avons organisé nos résultats en trois segments : Projets, Entités et Personnes⁴¹. L'objet Projets (N=155), contient les collaborations et comprend des éléments et des variables associés à chacune d'entre elles, tels qu'un site web, les personnes et les entités associées au projet, les pays impliqués, son sujet et sa durée. L'objet Entités (N=1 010) contient toutes les organisations (journalistique et de la société civile) associées à un projet, ainsi que le site web de l'organisation, le pays dans lequel elle est basée, toutes les personnes associées à l'organisation qui sont pertinentes pour le ou les projets, et le type d'entité (par exemple, organisation journalistique, ONG, etc.). Enfin, l'objet Personnes (N=1 477) comprend toutes les personnes associées à une collaboration identifiée, ainsi que leur titre et leur pays de résidence, lorsqu'ils sont disponibles. Les principales raisons de la collecte des noms des personnes affiliées à nos projets identifiés étaient l'enquête et les entretiens.

Ce projet de recherche n'aurait pas été possible sans Internet. Cependant, même avec des niveaux élevés de transparence et des sites web bien conçus, de nombreuses collaborations n'ont pas divulgué les personnes et/ou les organisations impliquées, ce qui se comprend facilement. Parmi les informations les plus difficiles à trouver figurent les noms et les coordonnées des personnes qui ont dirigé des projets spécifiques. Les personnes, lorsqu'elles étaient mentionnées, ne mettaient souvent pas leur adresse électronique sur Internet. Nous nous sommes donc largement appuyés sur LinkedIn et Twitter pour prendre contact et les inviter à participer à notre enquête ou à un entretien.

Entretiens et enquête

Tous nos entretiens ont été menés, par nécessité, en anglais ; il ne fait aucun doute que cela a eu pour effet d'exclure de l'échantillon des personnes vivant dans certaines régions d'Asie et du Moyen-Orient, comme nous mentionné plus haut (et nous avons été honorées par le fait que tant de locuteurs natifs d'autres langues nous ont ainsi accommodées). En plus de l'identification des personnes interrogées par le biais de l'analyse du terrain, nous avons également eu recours à l'échantillonnage "boule de neige" non probabiliste, où nous avons été dirigés vers des personnes par la personne que nous interrogeons, souvent grâce à une

⁴¹ Pour ceci, nous avons utilisé Airtable, une plateforme de base de données relationnelles. Chaque page (par exemple, Projets ou Entités) est désignée par le nom "Objet".

mise en relation par e-mail (Voicu & Babonea, 1997)⁴². L'échantillonnage boule de neige a ses limites, notamment dans la mesure où l'échantillon final n'est pas aléatoire mais intentionnel ; cependant, sa force, en particulier dans ce cas, est un meilleur aperçu de la profondeur et de l'étendue de certains réseaux.

Les questions posées au cours des entretiens ont été standardisées afin de permettre la comparaison des réponses, mais elles ont également été adaptées lorsqu'il était judicieux de le faire en fonction d'une réponse ou de circonstances particulières. Les données issues des entretiens sont intégrées dans l'analyse ci-dessous.

Parallèlement à l'analyse du terrain et aux entretiens, nous avons invité 809 personnes que nous avons identifiées comme ayant participé à une collaboration transsectorielle à participer à une enquête. L'enquête, comme les entretiens, a été conçue pour recueillir des données qui n'étaient pas disponibles en ligne et qui n'ont donc pas été documentées par l'analyse du terrain, ainsi que pour découvrir des projets supplémentaires. Nous avons utilisé la plateforme d'enquête Qualtrics, qui nous a permis de traduire l'enquête en 23 langues différentes, afin de recueillir le plus grand nombre de réponses possible. Nous avons reçu 137 réponses, ce qui, à 17 %, est faible, mais se situe juste en dessous du taux de réponse acceptable pour les journalistes (généralement compris entre 20 % et 30 % selon Carpenter, Nah, & Chung, 2015). Afin de susciter la plus grande participation possible, aucune des questions n'était obligatoire ; par conséquent, certains des chiffres présentés ci-dessous n'atteignent pas le total de 137.

⁴² "Également connu sous le nom de méthode de référence ou d'échantillonnage en réseau, l'échantillonnage 'boule de neige' est normalement utilisé lorsque la population cible est peu connue et que ses limites ou son nombre sont difficiles à définir... Les exemples les plus fréquents d'utilisation de cette méthode se rencontrent dans les enquêtes destinées à identifier des informations sensibles ou dans les recherches menées sur des populations cachées."(Voicu & Babonea, 1997).

ANNEXE B

Liste complète des pays avec le nombre correspondant d'organisations qui participent à des collaborations transsectorielles

| | Nombre | Pourcentage |
|----------------|--------|-------------|
| Etats-Unis | 235 | 23.3 |
| Mexique | 114 | 11.3 |
| Allemagne | 46 | 4.6 |
| Royaume-Uni | 43 | 4.3 |
| Brésil | 32 | 3.2 |
| Bulgarie | 32 | 3.2 |
| France | 29 | 2.9 |
| Indonésie | 27 | 2.7 |
| Nigeria | 25 | 2.5 |
| Ghana | 24 | 2.4 |
| Pays-Bas | 23 | 2.3 |
| Argentine | 21 | 2.1 |
| Afrique du Sud | 15 | 1.5 |
| Canada | 14 | 1.4 |
| Espagne | 13 | 1.3 |
| Danemark | 12 | 1.2 |
| Venezuela | 12 | 1.2 |
| Kenya | 11 | 1.1 |
| Belgique | 10 | 1.0 |
| Colombie | 10 | 1.0 |
| Italie | 10 | 1.0 |
| Suède | 9 | .9 |
| Australie | 8 | .8 |
| Pologne | 8 | .8 |
| Russie | 8 | .8 |
| Chili | 7 | .7 |
| Inde | 7 | .7 |
| Pérou | 7 | .7 |

| | | |
|--------------------|---|----|
| Suisse | 7 | .7 |
| Autriche | 6 | .6 |
| Biélorussie | 6 | .6 |
| Cuba | 6 | .6 |
| Slovénie | 6 | .6 |
| Ouganda | 6 | .6 |
| Ukraine | 6 | .6 |
| Finlande | 5 | .5 |
| Qatar | 5 | .5 |
| Grèce | 4 | .4 |
| Hongrie | 4 | .4 |
| Kazakhstan | 4 | .4 |
| Kyrgyzstan | 4 | .4 |
| Népal | 4 | .4 |
| Norvège | 4 | .4 |
| Philippines | 4 | .4 |
| Sénégal | 4 | .4 |
| Tadjikistan | 4 | .4 |
| Arménie | 3 | .3 |
| Bosnie-Herzégovine | 3 | .3 |
| Burkina Faso | 3 | .3 |
| Costa Rica | 3 | .3 |
| République Tchèque | 3 | .3 |
| Estonie | 3 | .3 |
| Géorgie | 3 | .3 |
| Irlande | 3 | .3 |
| Japon | 3 | .3 |
| Moldavie | 3 | .3 |
| Macédoine du Nord | 3 | .3 |
| Roumanie | 3 | .3 |
| Ouzbékistan | 3 | .3 |
| Bénin | 2 | .2 |

| | | |
|------------------------|---|----|
| Botswana | 2 | .2 |
| Chypre | 2 | .2 |
| Equateur | 2 | .2 |
| El Salvador | 2 | .2 |
| Iles Fidji | 2 | .2 |
| Guatemala | 2 | .2 |
| Côte d'Ivoire | 2 | .2 |
| Luxembourg | 2 | .2 |
| Malawi | 2 | .2 |
| Monténégro | 2 | .2 |
| Portugal | 2 | .2 |
| Tunisie | 2 | .2 |
| Turquie | 2 | .2 |
| Algérie | 1 | .1 |
| Bolivié | 1 | .1 |
| Cameroun | 1 | .1 |
| Croatié | 1 | .1 |
| République dominicaine | 1 | .1 |
| Ethiopie | 1 | .1 |
| Genève | 1 | .1 |
| Guinée | 1 | .1 |
| Hong Kong | 1 | .1 |
| Islande | 1 | .1 |
| Iran | 1 | .1 |
| Israël | 1 | .1 |
| Jordanie | 1 | .1 |
| Kosovo | 1 | .1 |
| Lettonie | 1 | .1 |
| Lian | 1 | .1 |
| Lituanie | 1 | .1 |
| Madagascar | 1 | .1 |
| Malaysie | 1 | .1 |

| | | |
|---------------------|------|-------|
| Mali | 1 | .1 |
| Malte | 1 | .1 |
| Mongolie | 1 | .1 |
| Maroc | 1 | .1 |
| Myanmar | 1 | .1 |
| Namibie | 1 | .1 |
| Nouvelle Zélande | 1 | .1 |
| Pakistan | 1 | .1 |
| Panama | 1 | .1 |
| Paraguay | 1 | .1 |
| Porto Rico | 1 | .1 |
| République du Congo | 1 | .1 |
| Serbie | 1 | .1 |
| Slovaquie | 1 | .1 |
| Corée du Sud | 1 | .1 |
| Sri Lanka | 1 | .1 |
| Syrie | 1 | .1 |
| Taiwan | 1 | .1 |
| Tanzanie | 1 | .1 |
| Thaïlande | 1 | .1 |
| Uruguay | 1 | .1 |
| Zambie | 1 | .1 |
| Zimbabwe | 1 | .1 |
| Total | 1010 | 100.0 |

ANNEXE C

Pays avec la plus grande fréquence de projets auxquels une entité du pays a participé
(collaboration autodirigée)

| | |
|--------------------|----|
| Etats-Unis | 28 |
| Mexique | 23 |
| Allemagne | 18 |
| Nigeria | 16 |
| Royaume-Uni | 13 |
| Afrique du Sud | 12 |
| Italie | 11 |
| France | 10 |
| Pays-Bas | 10 |
| Espagne | 10 |
| Argentine | 9 |
| Danemark | 9 |
| Bosnie-Herzégovine | 8 |
| Colombie | 8 |
| République tchèque | 8 |
| Ghana | 8 |
| Australie | 7 |
| Belgique | 7 |
| Brésil | 7 |
| Finlande | 7 |
| Pologne | 7 |
| Russie | 7 |
| Bulgarie | 6 |
| Hongrie | 6 |
| Inde | 6 |
| Kenya | 6 |
| Slovénie | 6 |
| Suisse | 6 |
| Venezuela | 6 |
| Arménie | 5 |

ANNEXE D

Lectures complémentaires sur l'impact

Benkler, Yochai and Roberts, Hal and Faris, Robert and Solow-Niederman, Alicia and Etling, Bruce, Social Mobilization and the Networked Public Sphere: Mapping the SOPA-PIPA Debate (July 19, 2013). Berkman Center Research Publication No. 2013-16, Disponible sur SSRN: <https://ssrn.com/abstract=2295953> ou <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2295953>

Global Investigative Journalism Network. (2017). (rep.). Investigative Impact: A Report on Best Practices in Measuring the Impact of Investigative Journalism. Extrait de <https://gijn.org/2017/11/16/impact/>

Lublinski, J. (07 October 2020). *Tracking success*. DW.COM. Extrait de <https://www.dw.com/en/tracking-success/a-54106121>

Pitt, F., & Green-Barber, L. (2017, 7 juin). *The case for media impact*. Columbia Journalism Review. Extrait de https://www.cjr.org/tow_center_reports/the-case-for-media-impact.php

Protess, David L., ed. 1992. *The Journalism of Outrage: Investigative Reporting and Agenda Building in America*. New York: Guilford Press.

Understanding metrics. MEDIA IMPACT PROJECT. (s.d.). Extrait de <https://www.mediaimpactproject.org/metrics-guides-for-journalists.html>

Wroth, K., & Giller, C. (2015). Can We Measure Media Impact? Reading Between The Lines. *Stanford Social Innovation Review*, 13(4), 52–55. <https://doi.org/10.48558/ATTH-SE69>

ANNEXE E

Liste des personnes interviewées en ordre alphabétique

Personnes interviewées issues d'organisations de la société civile:

- Eugenia Andreyuk - World Organization Against Torture (OMCT)
- Bonnie Bley - Judith Neilson Institute (JNI)
- Tony Borden - Institute for War and Peace Reporting (IWPR)
- Susannah Elliott - Australian Science Media Centre
- Beauty Emeфа Narteh - Ghana Anti-Corruption Coalition (GACC)
- Claudia Jach - OKF/Code for Germany/Water Commons
- Natalia Jardon - World Justice Project (Mexico)
- Nicolas Kayser-Bril - AlgorithmWatch
- Kathy Magrobi - Quote This Woman+
- Ioana Manolescu - Inria
- Monica Meltis; Georgina Jimenez - Data Civica
- Guadalupe Mendoza - Instituto Mexicano para la Competitividad (IMCO)
- Lydia Namubiru - openDemocracy
- Jacopo Ottaviani - Code for Africa
- Alastair Otter - Media Hack
- Paolo Papotti - EURECOM
- Bronwen Robertson - Data4Change
- Tony Rocco - Photography Without Borders
- Leslie Solis - World Justice Project (Mexico)
- Johannes Tonn; Veronica Dickson La Rotta - Global Integrity
- Rina Tsubaki - Lookout Station
- John Upton - Climate Central
- Ketevan Vashakidze; Nino Khurtsidze - Europe Foundation
- Claire Wardle - First Draft News

Personnes interviewées issues d'organisations journalistiques :

- Motunrayo Alaka - Wole Soyinka Centre for Investigative Journalism
- Brigitte Alfter - Arena for Journalism
- Antonio Baquero Iglesias - Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP)
- Fergus Bell - Pop-Up Newsroom/Dig Deeper Media
- Stefan Candea - European Investigative Collaborations (EIC)
- Jenee Chizick Aguero - Motivos Magazine
- Saska Cvetkovska - IRL Macedonia
- Camille Eiss; Lauren Jackman - Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP)
- Kingsley Ezeani - Information Nigeria
- Ole Hjortdal - Danish Broadcasting Corporation
- Stéphane Horel - Le Monde

- Yukari Kane - Prison Journalism Project
- Jeff Kelly Lowenstein - Center for Collaborative Investigative Journalism (CCIJ)
- Diana Larrea Maccise - Al Jazeera/AJ+
- Marcus Low - Spotlight/Section27
- Megan Lucero - Bureau Local/The Bureau of Investigative Journalism (TBIJ)
- Amal Mekki - Innsane Stories
- Casey Michel - Foreign Policy (Freelance)
- Jose Miguel Calatayud - Arena for Journalism
- Pankaj Mishra - Factor Daily
- Tania Montalvo - Animal Politico
- John (Johnny) Myers - Center for Collaborative Investigative Journalism (CCIJ)
- Jesper Nymark - Danwatch
- Jelena Prtoric - Arena for Journalism
- Paul Radu - Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP)
- Jonathan Sasche - CORRECTIV.Lokal
- Zeynep Sentek - The Black Sea/European Investigative Collaborations (EIC)
- Miriam Wells - Bureau Local/The Bureau of Investigative Journalism (TBIJ)

BIBLIOGRAPHIE

Abbott, K. (2009, November). Kimberly Abbott: Working Together, NGOs and journalists can create stronger international reporting. Nieman Lab. Extrait de <https://www.niemanlab.org/2009/11/kimberly-abbott-working-together-ngos-and-journalists-can-create-stronger-international-reporting/>

Alfter, B. (2019). Cross-border collaborative journalism: A step-by-step guide. Routledge.

Alfter, B. (2018). New method, new skill, new position? Editorial coordinators in cross-border collaborative teams. In Sambrook, R. (Ed.) Global teamwork: The rise of collaboration in investigative journalism, 41-58.

Benkler, Y., & Nissenbaum, H. (2006). Commons-based peer production and virtue. Journal of political philosophy, 14(4).

Benson, R. (2013). On the Explanatory and Political Uses of Journalism History. American Journalism, 30(1), 4–14. <https://doi.org/10.1080/08821127.2013.767688>

Benson, R., & Hallin, D. C. (2007). How States, Markets and Globalization Shape the News: The French and US National Press, 1965-97. European Journal of Communication, 22(1), 27–48. <https://doi.org/10.1177/0267323107073746>

Benson, R., Blach-Ørsten, M., Powers, M., Willig, I., & Zambrano, S. V. (2012). Media Systems Online and Off: Comparing the form of news in the United States, Denmark, and France. Journal of Communication, 62(1), 21–38. <https://doi.org/10.1111/j.1460-2466.2011.01625.x>

Bardoel, J., & Deuze, M. (2001). “Network Journalism”: Converging competences of old and new media professionals. Australian Journalism Review, 23(2), 91–103.

Berglez, P., & Gearing, A. (2018). The Panama and Paradise Papers. The rise of a global fourth estate. International Journal of Communication, 12, 20.

Black Sea, The. (04 September 2017). The Mafia Ambassador. Extrait de <https://theblacksea.eu/stories/the-mafia-ambassador/>

Brüggemann, M. Sven Engesser, Florin Büchel, Edda Humprecht, Laia Castro, Hallin and Mancini Revisited: Four Empirical Types of Western Media Systems, Journal of Communication, Volume 64, Numéro 6, Décembre 2014, Pages 1037–1065, <https://doi.org/10.1111/jcom.12127>

Carpenter, S., Nah, S., & Chung, D. (2015). A study of US online community journalists and their organizational characteristics and story generation routines. Journalism, 16(4), 505-520.

Center for Media, Data and Society. (26 juin 2020). What happens when academia and media work together. Extrait de <https://medium.com/center-for-media-data-and-society/what-happens-when-academia-and-media-work-together-144bb1bfaac0>

Civitates. 9 décembre 2021 <https://civitates-eu.org/2021/12/09/independent-public-interest-journalism-and-csos-collaborating-for-stronger-democracy/>

Clean Energy Wire. (2017). CLOSED: Go collaborate: Grant for energy & climate journalism. Extrait de <https://www.cleanenergywire.org/grant-collaborative-journalism-for-global-energy-transition>

Climate Central. (s.d.). Climate Central's partnership-based approach to journalism. Extrait de https://www.climatecentral.org/pj-cover-images/climate_central_partnership_approach.pdf

Coddington, M. and Lewis, S. (6 janvier 2021). "Our old models of journalistic impact need to change." RQ1 newsletter.

Consortium to Promote Human Rights, Civic Freedoms and Media Development. (2021). People Power Truth: Human Rights, Civil Society, and the Media in sub-Saharan Africa. Extrait de https://www.civicus.org/documents/reports-and-publications/charm/FOJO_people-power-truth-2021.pdf

Conboy, M. (2004). Journalism: A critical history. Sage.

Curran, J., Iyengar, S., Lund, A. B., & Salovaara-Moring, I. (2009). Media system, public knowledge and democracy: A comparative study. *European Journal of Communication*, 24(5), 5–26.

El Confidencial. (10 décembre 2015). 'Your Right to Know' will no longer be active: The obstacles of the institutions lead to the closure of the first Spanish pro-transparency portal. Extrait de https://www.elconfidencial.com/sociedad/2015-12-10/cierre-tu-derecho-a-saber-portal-transparencia-espanol_1117508/

Einashé, I. (14 novembre 2019). The deaths of Vietnamese migrants to the UK highlights the weakness of measures meant to protect them. *The Article*. Extrait de <https://www.thearticle.com/the-deaths-of-vietnamese-migrants-to-the-uk-highlights-the-weakness-of-measures-meant-to-protect-them#>

Eiss, C. (5 mai 2021). Discours liminaire. Center for Cooperative Media Collaborative Journalism Summit.

Esser, F. (2008). Dimensions of political news cultures: Sound bite and image bite news in France, Germany, Great Britain, and the United States. *Press/Politics*, 13(4), 401–428.

Ferree, M. M., Gamson, W. A., Gerhards, J., & Rucht, D. (2002). Four models of the public sphere in modern democracies. *Theory and society*, 31(3), 289-324.

Global Investigative Journalism Network (2022). "Our Mission," Extrait de <https://gijn.org/about/about-us/> le 12 janvier 2022

Graves, D., & Shabbir, N. (2019). Gauging the Global impacts of the 'Panama Papers' three years later.

Green, D., & Patel, M. (2013). Deepening engagement for lasting impact: A framework for measuring media performance and results. *Learning for Action*. Extrait de <https://dl.orangedox.com/Media-Measurement-Framework>

Green-Barber, L. and Stonbely, S. (2020). Collaborating for Change: Approaches to measuring the impact of collaborative journalism. Extrait de <https://collaborativejournalism.org/wp-content/uploads/sites/8/2020/07/climate-change-caroline-porter-july-16-2020.pdf>

Grimm, P. (2010). Social Desirability Bias. In *Wiley International Encyclopedia of Marketing* (eds J. Sheth and N. Malhotra). <https://doi.org/10.1002/9781444316568.wiem02057>

Hallin, D., & Mancini, P. (2004). *Comparing media systems*. Cambridge, England: Cambridge University Press.

Hamilton, J. T. (2017). *Democracy's detectives*. Harvard University Press.

Hird, C. (18 January 2018). *Investigative Journalism Works: The Mechanism of Impact*. London: The Bureau of Investigative Journalism. Extrait de <https://www.documentcloud.org/documents/4638466-Impactreport-AUG-18.html>

HUMNEWS. (1997). Extrait de <http://www.humnews.com/>

Institute for War and Peace Reporting, 18 juillet 2019. Nigeria: Working together for change. Extrait de <https://iwpr.net/impact/nigeria-working-together-change>

International Consortium of Investigative Journalists. (28 avril 2020). Pressure mounts as Benin case against jailed reporter is delayed. Extrait de <https://www.icij.org/investigations/west-africa-leaks/pressure-mounts-as-benin-case-against-jailed-reporter-is-delayed/>

International Consortium of Investigative Journalists. (5 novembre 2018). Tax wars, follow-up investigations and who was actually in the Paradise Papers? Extrait de <https://www.icij.org/investigations/paradise-papers/tax-wars-follow-up-investigations-and-who-was-actually-in-the-paradise-papers/>

Keck, M. E., & Sikkink, K. (1999). Transnational advocacy networks in international and regional politics. *International social science journal*, 51(159), 89-101.

Koch, A. (2017). Investigative Journalism and Advocacy: Natural Allies? in Sambrook, R. (Ed.). *Global teamwork: The rise of collaboration in investigative journalism*. Oxford: Reuters Institute for the Study of Journalism, p. 64-77.

Lewis, C. (2018). Tear down these walls: Innovations in collaborative accountability research and reporting. in Sambrook, R. (Ed.). *Global teamwork: The rise of collaboration in investigative journalism*. Oxford: Reuters Institute for the Study of Journalism, p. 5-25.

Lookout Station, The. (2018). Media Partnership: A Drone Story on the River that Emerged in Argentina. Extrait de <https://thelookoutstation.com/projects/drone-story-river-emerged-argentina-guardian>

Leihns, N. (2021). MODULE 12 Towards Collaborative Coverage of Migration. Migrants Refugees, 263. in Fengler, S., Lengauer, M., & Zappe, A.C. (eds.). (2021). *Reporting on Migrants and Refugees. Handbook for Journalism Educators*. Paris: UNESCO. Disponible sur <https://mediaandmigration.com/wp-content/uploads/2021/07/Reporting-on-Migrants-and-Refugees.pdf>

Mickute, V. (s.d.). Interview avec The Lookout Station sur The Disappearing Oasis. Extrait de <https://thelookoutstation.com/projects/disappearing-oasis-virtual-reality-film-climate-change-contrast-vr>

Mahler, A. G. (2017). "Global South." *Oxford Bibliographies in Literary and Critical Theory*, ed. Eugene O'Brien. 9 janvier 2022.

n-ost. (s.d.). IJ Meets IT: Investigative journalism in the digital age. Extrait de <https://n-ost.org/116-ij-meets-it>

Nogara, M. (2009). Role of media in curbing corruption: The case of Uganda under president Yoweri K. Museveni during the 'No-Party' System. Extrait de <https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/1597341770.9863.pdf>

Nolan, D., & Cottle, S. (2009). How the media's codes and rules influence the ways NGOs work. Nieman Journalism Lab.

Ng, Y. M. M. (2021). Understanding Collaborative Journalism with Digital Trace Data and Crowdsourced Databases. In Usher and Bélair-Gagnon (Eds). *Journalism Research That Matters*. Etats-Unis : Oxford University Press.

Nicholls, T., Shabbir, N., & Nielsen, R. K. (2018). The global expansion of digital-born news media. Reuters Institute for the Study of Journalism. Extrait de <https://livrepositary.liverpool.ac.uk/3118804>

Olesen, T. (2008). Activist Journalism?, *Journalism Practice*, 2:2,

245-263, DOI: 10.1080/17512780801999394.

OpenSCHUFA. (Mai 2019). OpenSCHUFA: The campaign is over, the problems remain – what we expect from SCHUFA and Minister Barley. Extrait de <https://openschufa.de/english/>

Parker, L. (Mai 2019). The ReEntry Project. Resolve Philadelphia. Extrait de <https://resolvephilly.org/sites/default/files/attachments/2021-06/The-Reentry-Project-Impact-Eval.pdf>

Pop Up Newsroom. (2021). Extrait de <https://popup.news/>

Powers, M. (2018). NGOs as newsmakers. Columbia University Press.

Price, M., Morgan, L., & Klinkforth, K. (2009, 9 novembre). NGOs as newsmakers: A new series on the evolving news ecosystem. NiemanLab. Extrait de <https://www.niemanlab.org/2009/11/ngos-as-newsmakers-a-new-series-on-the-evolving-news-ecosystem/>

Protess, D.L., Cook, F.L., Doppelt, J.C., Ettema, J.S., Gordon, M.T., Leff, D.R., et Miller, P. (1992). The Journalism of Outrage: Investigative Reporting and Agenda Building in America. New York: Guilford Press.

Parker, L. (Mai 2019). The ReEntry Project. Resolve Philadelphia. Extrait de <https://resolvephilly.org/sites/default/files/attachments/2021-06/The-Reentry-Project-Impact-Eval.pdf>

Sambrook, R., Lewis, C., Alfter, B., Kayser-Bril, N., Koch, A., & Clements, J. (2018). Global teamwork: The rise of collaboration in investigative journalism. Reuters Institute for the Study of Journalism.

Schiffrin, A. (2017). Same Beds, Different Dreams?. Charitable Foundations and Newsroom Independence in the Global South. Washington: DC: CIMA. Tilgæt, 6, 20.

Schiffrin, A., & Zuckerman, E. (2015). Can We Measure Media Impact? Surveying the Field. Stanford Social Innovation Review, 13(4), 48–51. <https://doi.org/10.48558/0V0Q-B165>

Serajuddin, U., & Hamadeh, N. (1er juillet 2020). New World Bank country classifications by income level: 2020-2021 [web log]. Extrait de <https://blogs.worldbank.org/opendata/new-world-bank-country-classifications-income-level-2020-2021>

Strömbäck, J., & Dimitrova, D. V. (2006). Political and media systems matter: A comparison of election news coverage in Sweden and the United States. Press/Politics, 11(4), 131–147.

Stonbely, S. (septembre 2017). Comparing Models of Collaborative Journalism. Center for Cooperative Media. Extrait de <https://collaborativejournalism.org/models>

Tofel, R. (2015). Richard Tofel on ProPublica's Mission-Driven Approach to Investigative Reporting. Nieman Reports. Extrait de

<https://niemanreports.org/articles/richard-tofel-on-propublicas-mission-driven-approach-to-investigative-reporting/>

Tofel, R. (2013). Non-profit journalism: Issues around impact. ProPublica. Extrait de http://s3.amazonaws.com/propublica/assets/about/LFA_ProPublica-white-paper_2.1.pdf

Toporoff, S. (23 novembre 2016). Transforming urban spaces to share refugees' stories. Editors Lab Impact. Extrait de <https://medium.com/editors-lab-impact/transforming-urban-spaces-to-share-refugees-stories-db45ec456c64>

Transparency International. (2021). Corruption Perception Index. Extrait de <https://www.transparency.org/en/cpi/2020/index/nzl>

Transparency International. (5 septembre 2017). Azerbaijani Laundromat: Grand Corruption and How to Buy Influence. Extrait de <https://www.transparency.org/en/news/azerbaijani-laundromat-grand-corruption-and-how-to-buy-influence>

Transparency International. (10 octobre 2017). The impact of The Azerbaijani Laundromat. Extrait de <https://www.transparency.org/en/news/the-impact-of-the-azerbaijani-laundromat>

Trewinnard, T. (2018). The Age of Disinformation. Magazines Canada. Extrait de <https://magazinescanada.ca/wp-content/uploads/2020/02/DCI-CaseStudy-Verificado.pdf>

Vakil, A. C. (1997). Confronting the classification problem: Toward a taxonomy of NGOs. *World development*, 25(12), 2057-2070.

Voicu, M. C., & Babonea, A. M. (1997). Using the snowball method in marketing research on hidden populations. *Social Problems*, 44(2).

Waisbord, S. (2000). *Watchdog Journalism in South America: News, Accountability, and Democracy*. New York: Columbia University Press.

Williams, B. A., Delli Carpini, M. X. (2011). *After Broadcast News: Media Regimes, Democracy, and the New Information Environment*. Etats-Unis: Cambridge University Press.

World Bank, The (2021). GNI per capita, Atlas method (current US\$). Extrait de <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GNP.PCAP.CD>

World Bank, The (2021). World Bank national accounts data, and OECD National Accounts data files. Extrait de <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GNP.PCAP.CD>